



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
12 janvier 2026  
Français  
Original : anglais

---

**Seizième session**

Genève

20-23 octobre 2025

**Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce  
et le développement sur sa seizième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 20 au 23 octobre 2025



Table des matières<sup>1</sup>

|                                                                                                                                        | <i>Page</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Introduction .....                                                                                                                     | 3           |
| I. Décisions prises par la Conférence .....                                                                                            | 3           |
| A. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue<br>à un développement équitable, inclusif et durable ..... | 3           |
| B. Questions diverses .....                                                                                                            | 3           |
| II. Résumé du Président .....                                                                                                          | 4           |
| A. Déclarations faites à la séance plénière d'ouverture .....                                                                          | 4           |
| B. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue<br>à un développement équitable, inclusif et durable ..... | 8           |
| III. Questions d'organisation et de procédure et autres questions .....                                                                | 19          |
| A. Ouverture de la session de la Conférence .....                                                                                      | 19          |
| B. Élection du Président/de la Présidente .....                                                                                        | 19          |
| C. Création d'organes de session.....                                                                                                  | 19          |
| D. Élection des Vice-Président(e)s et du Rapporteur/de la Rapporteuse .....                                                            | 19          |
| E. Pouvoirs des représentants à la Conférence.....                                                                                     | 20          |
| F. Adoption de l'ordre du jour .....                                                                                                   | 21          |
| G. Débat général.....                                                                                                                  | 21          |
| H. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue<br>à un développement équitable, inclusif et durable ..... | 21          |
| I. Questions diverses .....                                                                                                            | 21          |
| J. Adoption du rapport de la Conférence à l'Assemblée générale.....                                                                    | 22          |
| K. Remerciements adressés au Gouvernement et à la population de la Confédération suisse .....                                          | 22          |
| L. Séance plénière de clôture .....                                                                                                    | 22          |
| <br>Annexes                                                                                                                            |             |
| I. Ordre du jour de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce<br>et le développement.....                 | 23          |
| II. Déclarations de position .....                                                                                                     | 24          |
| III. List of events .....                                                                                                              | 41          |
| IV. Attendance.....                                                                                                                    | 43          |
| V. Lists of States contained in the annex to General Assembly resolution 1995 (XIX).....                                               | 47          |
| VI. List of documents .....                                                                                                            | 49          |

<sup>1</sup> La page Web de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (<https://unctad.org/unctad16>) contient tous les documents relatifs à la Conférence, y compris le programme et les enregistrements audiovisuels.

## Introduction

En application des résolutions 1995 (XIX) du 30 décembre 1964 et 63/204 du 28 janvier 2009 de l'Assemblée générale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a tenu sa seizième session à Genève, du 20 au 23 octobre 2025. Le Conseil du commerce et du développement avait approuvé le thème de la Conférence dans sa décision 583 (EX-LXXVI), à sa soixante-seizième réunion directive, les 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2024. Il avait approuvé l'ordre du jour provisoire de la seizième session de la Conférence le 5 février 2025, à sa soixante-dix-septième session, tenue du 3 au 5 février 2025.

À sa soixante et onzième session, tenue du 20 au 24 septembre 2024, le Conseil du commerce et du développement avait créé le Comité préparatoire de la seizième session de la Conférence, présidé par le Président du Conseil, Paul Bekkers (Royaume des Pays-Bas), et chargé d'examiner le texte de négociation avant la Conférence. À sa trente-sixième session extraordinaire, le 19 septembre 2025, il avait approuvé, à titre exceptionnel, la recommandation du Comité préparatoire de ne pas transmettre officiellement la version actuelle du texte de négociation à la Conférence pour sa seizième session.

Des manifestations parallèles à la seizième session de la Conférence ont eu lieu du 20 au 23 octobre 2025. Elles comprenaient des réunions du Forum sur le numérique au service du développement, du Forum mondial sur les produits de base, du Forum mondial sur les services, du Forum sur la coopération Sud-Sud et du Forum des jeunes. La séance plénière d'ouverture et la cérémonie d'ouverture de la seizième session de la Conférence (voir chap. III) ont eu lieu le 20 octobre 2025 dans la Salle des Assemblées du Palais des Nations. Neuf manifestations de haut niveau ont été organisées du 20 au 23 octobre 2025 sur des questions liées au thème de la Conférence (voir chap. II). En outre, des réunions ministérielles du Groupe des 77 et de la Chine, des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral, des petits États insulaires en développement et des pays africains ont été organisées parallèlement à la seizième session de la Conférence. À sa séance plénière de clôture, le 23 octobre 2025, la Conférence a adopté les documents intitulés « Le Consensus de Genève pour un ordre économique juste et durable : Déclaration politique » et « Le Consensus de Genève »<sup>2</sup>. Au cours de la session, la Conférence a tenu 14 séances plénières (ses 308<sup>e</sup> à 321<sup>e</sup>).

## I. Décisions prises par la Conférence

### A. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable

1. À la 321<sup>e</sup> séance plénière (de clôture) de sa seizième session, le 23 octobre 2025, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté les documents intitulés « Le Consensus de Genève pour un ordre économique juste et durable : Déclaration politique » et « Le Consensus de Genève » (voir TD/561/Add.1 et TD/561/Add.2, respectivement).

### B. Questions diverses

2. À sa 321<sup>e</sup> séance plénière (de clôture) également, le 23 octobre 2025, la Conférence a pris note des déclarations ci-après, qui lui avaient été transmises pour sa seizième session à l'issue des réunions ministérielles de quatre groupes régionaux : la Déclaration ministérielle du Groupe des pays en développement sans littoral à la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/545) ; la Déclaration ministérielle des petits États insulaires en développement à la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/546) ; la

<sup>2</sup> Le site Web officiel de la seizième session (<https://unctad.org/unctad16>) contient tous les documents relatifs à la Conférence, y compris le programme et les enregistrements vidéo.

Déclaration des ministres des pays les moins avancés à la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/547) ; la Déclaration ministérielle du Groupe des 77 et de la Chine à la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/548).

## II. Résumé du Président

### **Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable**

(Point 8 de l'ordre du jour)

#### A. Déclarations faites à la séance plénière d'ouverture

3. La Première Ministre barbadienne a prononcé la première allocution de la séance plénière d'ouverture, en sa qualité de Présidente de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Elle a remercié la Secrétaire générale de la CNUCED et le personnel du secrétariat de la CNUCED pour le rôle moteur qu'ils avaient joué tout au long de la période quadriennale. Adopté à l'issue de la quinzième session, le Pacte de Bridgetown définissait les principales transformations jugées nécessaires à l'époque, qui restaient d'actualité. Il faisait office de mandat et de feuille de route visant à orienter la transformation et l'action de la CNUCED face aux défis mondiaux du XXI<sup>e</sup> siècle.

4. L'oratrice s'est félicitée de l'élaboration d'une stratégie en faveur des petits États insulaires en développement et de la création d'un fonds d'affectation spéciale, qu'elle a invité les partenaires à abonder. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales dues à la pandémie avaient été ensuite aggravées par la crise climatique et les conflits. La Barbade était fière d'avoir accueilli le premier Forum sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, organisé par la CNUCED.

5. Malgré tous les efforts déployés pour réduire les inégalités et les vulnérabilités, le monde était de plus en plus fracturé et polarisé. Organisation imparfaite mais essentielle et porteuse d'espoir depuis quatre-vingts ans, l'ONU était également mise à rude épreuve. Aussi, il était temps de réinvestir dans le multilatéralisme et de le réinventer. Le thème de la seizième session de la Conférence, à savoir « Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable », devait être centré sur la nécessité de remédier à la perte de confiance dans le multilatéralisme. Soixante ans auparavant, la CNUCED avait largement favorisé la participation des pays en développement au système commercial international. Elle était, une fois de plus, bien placée pour contribuer à façonner l'avenir, en tirant parti de son pouvoir de mobilisation et de ses solides capacités de recherche. L'oratrice a encouragé les États membres à doter la CNUCED des moyens dont elle avait besoin pour faire émerger un nouveau consensus mondial sur les liens entre le commerce et le développement, en vue d'assurer la prospérité de tous plutôt que du succès de quelques-uns.

6. Dans sa déclaration liminaire, le Président de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a souhaité la bienvenue aux États membres et souligné le rôle historique de Genève en tant que symbole du multilatéralisme et du consensus. Il a mis en avant les liens étroits unissant la Suisse et la CNUCED et rappelé que la Suisse, pays hôte du siège de la CNUCED, avait accompagné celle-ci à différentes étapes de son histoire, notamment lors de la célébration de son soixantième anniversaire à Genève en 2024.

7. L'orateur a dit que la Conférence se tenait dans un contexte mondial difficile, mais susceptible de faire émerger des pistes de solution. Face aux crises multiples et à la polarisation croissante, les pays se repliaient sur eux-mêmes. Parmi eux, les plus vulnérables souffraient le plus, sachant que plus de 700 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté. Alors que l'économie mondiale renouait avec la croissance après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de nouveaux conflits éclataient et d'autres resurgissaient. Outre qu'ils causaient des souffrances incommensurables, ces conflits

pesaient sur le commerce international et la croissance économique. Ils perturbaient les chaînes d'approvisionnement et faisaient augmenter les prix de l'énergie et des produits de base, ainsi que l'inflation et l'endettement, au détriment principalement des pays en développement. De plus, la situation géopolitique exigeait une augmentation des dépenses de sécurité. Par conséquent, la coopération internationale était fortement mise à mal.

8. Afin de surmonter ces difficultés, il était nécessaire de réaffirmer les valeurs cardinales qu'étaient le dialogue multilatéral et la recherche de consensus, ainsi que l'intérêt du système commercial fondé sur des règles, essentiels pour assurer la stabilité et remédier à des problèmes mondiaux complexes. Il fallait repenser la coopération internationale, ce qui supposait notamment de redéfinir les priorités, d'améliorer la coordination, de renforcer l'efficacité et de mobiliser des ressources privées. Pour « décider de l'avenir », on devait s'appuyer sur les acquis du présent. Ainsi, en sa qualité de Président de la Conférence, l'orateur a exhorté les représentants à demeurer fidèles à la tradition de la Genève internationale et à trouver un consensus fondé sur la diversité précieuse des points de vue, afin d'atteindre l'objectif commun qui constituait le thème de la Conférence.

9. Le Président du Timor-Leste a souligné les difficultés auxquelles les PMA faisaient face, à l'heure où ils se remettaient de crises multiples, notamment la pandémie de COVID-19, les catastrophes climatiques et les chocs alimentaires et énergétiques. Le durcissement des conditions du système commercial et financier mondial conduisait souvent à l'exclusion des pays vulnérables au moment où ils avaient le plus besoin d'aide. Dans de nombreux pays, le service de la dette dépassait les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation. Le financement des pertes et préjudices climatiques était progressivement supprimé, tandis que les débats entre pays riches sur les chaînes d'approvisionnement et les secteurs du numérique négligeaient les besoins des plus pauvres.

10. L'orateur a rappelé que la CNUCED avait été créée pour mettre le commerce au service du développement et a appelé à un engagement renouvelé en faveur du rééquilibrage des règles commerciales et financières mondiales, afin de donner aux PMA la marge d'action nécessaire pour développer leurs industries, créer des emplois décents et ajouter de la valeur à leurs ressources, renforçant ainsi la production nationale.

11. La dette et le financement du développement exigeaient des mesures décisives. Il fallait mettre en place des mécanismes équitables et prévisibles d'allègement et de restructuration de la dette pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable. Les pays en développement ne devraient pas être contraints de choisir entre le service du total de leur dette et l'investissement dans l'avenir de leur population. En 2023, ils avaient déboursé 406 milliards de dollars au seul titre des intérêts de la dette.

12. En outre, il convenait de réduire la fracture numérique grâce au transfert de technologies, à la mise en place d'une connectivité abordable et à l'appui aux politiques industrielles numériques, afin que les PMA puissent participer à l'économie mondiale. Pour garantir la justice climatique dans le commerce et l'investissement, il fallait rendre le financement de l'action climatique accessible, et les normes commerciales écologiques, inclusives. Il convenait de garder à l'esprit que le reclassement des PMA ne faisait qu'amorcer le processus de développement. Pour conclure, l'orateur a souligné que le commerce devait concourir au bien commun, à la sécurité et à l'amélioration du sort de l'humanité tout entière.

13. Le Premier Ministre vietnamien a salué la pertinence du thème de la conférence, à savoir la réalisation du développement équitable, inclusif et durable de demain. Le monde se trouvait à un tournant historique, qui imposait de modifier en profondeur la réflexion et les approches en matière de développement. Il fallait mettre l'être humain au cœur de toutes les politiques, le développement devant être porté par les populations et tendre à leur bien-être. La science, la technologie, l'innovation et la transformation numérique constituaient les fondements du développement, tandis que la protection de l'environnement et le renforcement de la sécurité sociale devaient permettre des progrès rapides mais durables en la matière.

14. L'orateur a souligné le besoin urgent de solidarité internationale, de multilatéralisme et de coopération pour surmonter les problèmes interdépendants auxquels le monde faisait face. Pour assurer la paix, la stabilité et la prospérité de tous, il était indispensable d'édifier

un ordre international équitable, transparent et fondé sur des règles, ce qui supposait de réformer les systèmes commerciaux et financiers multilatéraux, afin qu'ils soient ouverts, équitables, inclusifs et adaptés aux besoins de tous les pays.

15. Le Vietnam attachait une grande importance à l'indépendance, à l'autosuffisance, à la diversification et au multilatéralisme, et s'était imposé comme un partenaire de confiance et un membre responsable de la communauté internationale. Il soutenait résolument le rôle central de l'ONU dans le maintien de la paix, la promotion de la coopération et la résolution des problèmes mondiaux, tout en promouvant la coopération et en adoptant une approche centrée sur l'être humain, s'agissant notamment des questions relatives au commerce, à l'investissement et au développement inclusif et durable.

16. La Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies a souligné que le commerce pouvait être un puissant levier de développement durable lorsqu'il reposait sur les principes d'équité, d'inclusion et d'égalité. Celui-ci pouvait jeter des ponts entre les populations, réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie. Parmi les réussites régionales figurait le commerce intrarégional au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui avait renforcé la résilience de ses pays membres et hissé le bloc au rang de sixième économie mondiale. La Zone de libre-échange continentale africaine devrait contribuer à une augmentation de 50 % du commerce intra-africain à l'horizon 2035 et sortir des millions de personnes de l'extrême pauvreté. Le commerce, lorsqu'il demeurerait équitable et inclusif, pouvait donc atténuer les barrières, créer de l'emploi, susciter des investissements et faire progresser la technologie.

17. Le monde était plus interconnecté et globalisé que jamais. Cependant, la confiance dans le système multilatéral fléchissait, les gains économiques restant inégalement répartis au niveau mondial. Malgré une production annuelle mondiale dépassant les 100 000 milliards de dollars, la moitié de l'humanité avait vu ses revenus stagner pendant des décennies. Face à l'augmentation de leur dette (31 000 milliards de dollars en 2024), les pays en développement étaient contraints de privilégier le service de la dette, au détriment d'investissements essentiels dans les domaines de la santé et de l'éducation. L'oratrice a également souligné que l'aggravation de la fracture numérique nuisait à l'équité et à la confiance, les technologies émergentes étant concentrées entre les mains de quelques-uns.

18. Rappelant que la CNUCED s'employait depuis soixante ans à mettre le commerce au service du développement, la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé aux participants à la Conférence de renouveler cette mission et de s'attaquer à des questions telles que la diversification, la durabilité, le financement du développement et le multilatéralisme. La CNUCED pourrait aider les pays à concevoir des politiques commerciales plus équitables, à attirer des investissements au profit des populations, à réduire la fracture technologique et à transformer la dette en un outil de développement. L'oratrice a souligné que la seizième session de la Conférence, qui coïncidait avec le quatre-vingtième anniversaire de l'ONU et le premier anniversaire du Pacte pour l'avenir, était l'occasion de prendre des mesures concrètes pour rétablir la confiance à l'égard du multilatéralisme dans un contexte de réforme. Elle a conclu son propos en soulignant que les progrès du commerce et du développement étaient essentiels pour prouver que le multilatéralisme bénéficiait à tous et faire en sorte que le commerce améliore le sort des populations sans les diviser, renforce leur autonomie sans les exclure et permette à tous les pays d'obtenir leur part de la prospérité promise.

19. La Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève a rappelé que la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui remontait à 1964, s'était également tenue dans la Salle des Assemblées du Palais des Nations, récemment modernisée pour répondre aux besoins actuels tout en préservant son rôle historique de haut lieu de la coopération internationale.

20. La création de la CNUCED avait marqué le début d'une nouvelle ère dans le dialogue économique mondial. Dès le départ, le commerce était considéré comme un moyen d'accéder à la paix et à une prospérité partagée. Toutefois, l'aggravation actuelle des divisions géopolitiques compliquait la coopération multilatérale et entravait l'action collective nécessaire pour surmonter les problèmes mondiaux, qu'il s'agisse des changements climatiques, de l'insécurité alimentaire ou encore de l'élargissement du fossé technologique.

La confiance du public dans les gouvernements et les institutions internationales s'effritait, aggravant la fragmentation et la polarisation du monde.

21. L'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 prenait du retard, tandis que la pauvreté, la faim et les inégalités gagnaient du terrain. Les droits de l'homme étaient mis à mal dans toutes les régions, et la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution continuait d'aggraver les vulnérabilités et de freiner les progrès en matière de développement.

22. L'oratrice a souligné que le commerce, dès lors qu'il reposait sur des politiques inclusives et tournées vers l'avenir, demeurait un puissant outil permettant d'inverser les tendances négatives et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. La Conférence offrait ainsi une occasion opportune de montrer que le multilatéralisme pouvait s'adapter et permettre la concrétisation d'engagements mondiaux. Le Pacte pour l'avenir fixait un cap en vue de redynamiser le multilatéralisme, mais son application nécessitait une volonté politique soutenue, des politiques innovantes et des partenariats inclusifs.

23. La Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève a appelé de ses vœux l'adoption du « multilatéralisme en réseau » préconisé par le Secrétaire général de l'ONU afin de jeter des ponts entre les régions, les secteurs et les institutions. Genève illustre cette approche en permettant la collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Ce type de partenariat pragmatique constituait un modèle convaincant de multilatéralisme, à même de produire des résultats tangibles. L'oratrice a également souligné la nécessité de réformer l'architecture financière internationale afin de remédier à l'endettement insoutenable, de moderniser les banques multilatérales de développement, de promouvoir des normes fiscales mondiales plus équitables et d'accroître le financement de l'action climatique. L'Initiative ONU80 insufflait l'élan nécessaire à ces réformes. Incarnation du multilatéralisme inclusif en réseau nécessaire, la Conférence a exprimé l'espoir de servir de cadre à l'établissement de partenariats innovants et de renforcer la détermination à bâtir un avenir résilient, durable et inclusif.

24. Dans sa déclaration liminaire, la Secrétaire générale de la CNUCED a souligné l'incertitude qui régnait au niveau mondial, à l'heure où de nouvelles dynamiques mettaient à l'épreuve des hypothèses de longue date sur le commerce. Elle a fait observer que la dynamique de la croissance économique mondiale avait évolué, cette dernière étant pour les trois quarts attribuable aux pays en développement. Elle a également appelé l'attention sur des tendances transformatrices, telles que l'essor du commerce des services, de la connectivité numérique, des technologies propres et de l'intelligence artificielle, qui rendaient l'économie mondiale plus dynamique, durable et inclusive. Toutefois, si l'on n'agissait pas, ces tendances risquaient d'accroître durablement les inégalités, la dépendance à l'égard des produits de base, l'endettement insoutenable, la fracture numérique et le coût de la transition climatique.

25. L'oratrice a souligné qu'il fallait adopter des stratégies volontaristes pour décider de l'avenir. À titre d'exemple, la Barbade, le Kenya et l'Indonésie avaient pris des mesures audacieuses pour redéfinir leur trajectoire de développement. Les ministres et les négociateurs présents à la Conférence s'étaient réunis pour façonner l'avenir. La CNUCED s'employait de longue date à promouvoir le commerce et le développement. À cette fin, elle avait élaboré le Système généralisé de préférences, contribué à l'ouverture des marchés des pays développés aux pays en développement, forgé la catégorie des PMA et promu un nouvel ordre économique international, jetant ainsi les bases des débats actuels sur la réforme de l'architecture financière internationale.

26. Elle a souligné la résilience du commerce mondial, étant donné que 72 % des flux restaient soumis aux règles de l'Organisation mondiale du commerce et que le commerce Sud-Sud augmentait. Toutefois, il subsistait des fragilités, notamment la hausse des droits de douane, l'alourdissement du fardeau de la dette, la baisse des flux d'investissement et la fracture numérique dont pâtissaient 2,6 milliards de personnes. En outre, les avantages de l'intelligence artificielle demeuraient inaccessibles à la plupart des pays en développement, tandis que les coûts commerciaux avaient un impact disproportionné sur les pays en

développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le document final en cours de négociation à la Conférence visait à répondre à ces difficultés.

27. L'oratrice a conclu son intervention en soulignant que les négociations et consultations en cours étaient une manifestation du multilatéralisme dans sa forme la plus authentique et traduisaient la volonté des pays de façonner eux-mêmes leur avenir.

## **B. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable**

(Point 8 de l'ordre du jour)

28. Du 20 au 23 octobre 2025, neuf réunions de haut niveau ont été organisées sur des questions liées au thème de la Conférence. Une manifestation de haut niveau, le dialogue des dirigeants, a été organisée sous la forme d'une réunion-débat axée sur la période de transition actuelle en faveur du multilatéralisme et sur la manière dont le commerce pouvait rester un moteur du développement durable. La deuxième manifestation de haut niveau était une réunion plénière avec le Secrétaire général de l'ONU, qui avait permis aux groupes de négociation d'exprimer leurs points de vue sur le développement, la justice et le commerce. Enfin, sept tables rondes ministérielles ont été organisées sur les thèmes suivants : « Réinventer le commerce : Une voie plus large vers le développement » ; « Mise en œuvre de l'Engagement de Séville sur le financement du développement et création d'une plateforme des pays emprunteurs » ; « Mettre l'intelligence artificielle au service d'un développement inclusif et durable » ; « La coopération au service d'une économie numérique inclusive et durable » ; « Priorités stratégiques et nouvelles orientations des politiques d'investissement et des politiques entrepreneuriales » ; « Le régionalisme en période d'incertitude » ; « Bâtir des chaînes d'approvisionnement et une logistique commerciale résilientes, durables et inclusives »<sup>3</sup>.

### **1. Manifestations de haut niveau**

#### *Dialogue des dirigeants*

29. La Secrétaire générale de la CNUCED a demandé aux cinq intervenants présents quels éléments principaux de « l'ancien » multilatéralisme il fallait protéger et quels « nouveaux » éléments méritaient d'être intégrés. Certains intervenants ont souligné qu'il importait de préserver un système fondé sur des règles, prévisible et basé sur la confiance. Un intervenant a indiqué que l'ouverture, l'existence de règles claires et la recherche du consensus étaient des valeurs durables conditionnant l'efficacité des relations commerciales. Un autre intervenant a proposé l'élaboration de règles de transparence de nouvelle génération pour renforcer la confiance dans le système multilatéral fondé sur des règles.

30. Certains intervenants ont estimé qu'il fallait adopter un esprit de partenariat, faire preuve de pragmatisme et promouvoir un système multilatéral inclusif. Une intervenante a rappelé qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'interdépendance entre les pays, le commerce, l'ouverture des marchés et la poursuite du bien commun avaient été érigés en fondements de la paix, et que le système né de ce constat faisait ses preuves depuis quatre-vingts ans. Les pays en développement étaient aujourd'hui à l'origine d'une grande partie de la croissance mondiale. Les institutions devaient être à l'image d'un monde multipolaire marqué par l'émergence de nouvelles puissances économiques et par l'essor du commerce Sud-Sud.

31. Une intervenante a prolongé ces réflexions. Elle a encouragé l'adoption d'une approche délibérée et pragmatique tenant compte du fait que l'économie mondiale était plus interconnectée que jamais. Il fallait adopter une approche différente en matière de financement, d'investissement, d'infrastructures résilientes et de dette, par exemple en se tournant vers d'autres parties prenantes et le secteur privé et en envisageant de nouveaux partenariats.

<sup>3</sup> On trouvera les résumés complets des réunions de haut niveau dans les documents TD/552, TD/553, TD/554, TD/555, TD/556, TD/557, TD/558, TD/559 et TD/560.



32. Un autre intervenant a souligné que l'interdépendance devait se traduire par des réformes concrètes, car les pays devaient œuvrer de concert. La réforme des systèmes devait être continue et ne pas se limiter aux périodes de crise. La transformation numérique et l'innovation, ainsi que la mobilisation de capitaux privés et des recettes nationales, étaient essentielles pour permettre aux pays et aux États membres d'atteindre les objectifs ambitieux du système des Nations Unies. Un autre intervenant a ajouté que le secteur privé devait faire partie de la solution.

33. En réponse à la question de savoir comment le commerce pouvait rester un moteur du développement durable, un intervenant a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de croissance mondiale sans croissance du commerce. Malgré la récente montée du protectionnisme, 72 % du commerce mondial était encore assujéti aux règles de l'Organisation mondiale du commerce. Un autre intervenant a dit que le commerce et le financement étaient inextricablement liés, et un autre encore que le commerce, le financement et l'investissement devaient être examinés conjointement dans le cadre d'un programme intégré. Les intervenants sont convenus que ces trois dimensions étaient indissociables.

34. Tous les intervenants ont souligné la nécessité de réformer le financement du développement pour le rendre plus inclusif et plus efficace. Un intervenant a exhorté les États à réaffecter en partie les 2 000 milliards de dollars de subventions inefficaces en vue de mobiliser des capitaux privés et de financer les objectifs liés au développement, au climat et au commerce, et à étendre le financement du commerce aux microentreprises, aux petites et moyennes entreprises et à la création d'entreprises par des femmes. Un autre intervenant a évoqué des mécanismes innovants, tels que les conversions de créances, les échanges de dettes contre des investissements et le financement mixte.

35. Un intervenant a souligné que la prospérité et la gestion responsable de l'environnement pouvaient aller de pair. Un autre intervenant a réaffirmé que l'éducation et la formation professionnelle constituaient également des investissements, qui permettaient de disposer du personnel nécessaire au développement et à la croissance d'une économie ou d'un secteur d'activité. Un autre intervenant a abondé dans ce sens, soulignant qu'il importait d'investir dans l'éducation et la formation, notamment pour réduire la fracture numérique.

#### *Séance plénière en présence du Secrétaire général de l'ONU*

36. La Secrétaire générale de la CNUCED a rappelé que cette institution avait été créée à Genève plus de soixante ans auparavant dans le but de faire des principes des Nations Unies une réalité pour les pays en développement désireux de s'intégrer dans l'économie mondiale. La mission de la CNUCED gardait tout son sens en cette période d'incertitude commerciale, d'endettement élevé et de fragmentation croissante du monde.

37. À la seizième session de la Conférence, le Secrétaire général de l'ONU a dit que le développement exigeait une action réfléchie et devait permettre aux pays en développement d'accéder à la justice. Il fallait des institutions qui définissent des politiques, des dispositions et des règles du jeu équitables, mais aussi des financements, des investissements et des technologies qui puissent aider tous les pays à participer à l'économie mondiale et à prospérer et soient au service des populations. Au fil des décennies, les nombreuses réalisations de la CNUCED avaient contribué à rendre le système commercial mondial plus juste, parmi lesquelles la création de la catégorie des PMA, l'adoption des principes et des objectifs d'un nouvel ordre économique international et l'établissement du Fonds commun pour les produits de base. La CNUCED s'employait à lutter contre les inégalités économiques mondiales et à proposer des solutions concrètes, et demandait de longue date que l'architecture financière internationale soit réformée.

38. L'orateur a défini quatre domaines d'action prioritaires. Premièrement, il fallait établir un système mondial de commerce et d'investissement équitable, fondé sur le Pacte pour l'avenir et favorable à une croissance tirée par les exportations, au traitement spécial et différencié des pays en développement et à une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il importait en outre que les pays en développement soient capables de s'affranchir de leur dépendance à l'égard des produits de base et tirent parti de la croissance spectaculaire du secteur des services.

39. Deuxièmement, il fallait reconsidérer le financement du développement, à l'heure où 3,4 milliards de personnes vivaient dans des pays qui dépensaient plus pour le service de la dette que pour la santé ou l'éducation. À la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'était tenue à Séville, un consensus avait été trouvé. Il fallait maintenant agir pour augmenter les apports de capitaux aux pays en développement, tripler la capacité de prêt des banques multilatérales de développement, mobiliser des fonds privés et alléger le fardeau de la dette.

40. Troisièmement, il fallait reconnaître l'importance de la technologie et de l'inclusion numérique. Le Secrétaire général de l'ONU a demandé instamment aux délégations de progresser dans l'application du Pacte numérique mondial, afin de réduire le fossé numérique et de faire en sorte que les technologies d'avant-garde, y compris l'intelligence artificielle et la chaîne de blocs, soient accessibles pour tous les pays, et non réservées à quelques pays riches.

41. Enfin, l'orateur a insisté sur la nécessité de concilier les objectifs commerciaux et les objectifs climatiques. Il a engagé les pays à tenir compte des politiques commerciales dans leurs programmes climatiques et à consacrer 1 300 milliards de dollars chaque année jusqu'en 2035 au financement de l'action climatique dans les pays en développement. Ainsi, le Groupe chargé de la question des minéraux critiques pour la transition énergétique devait s'assurer que l'extraction des ressources profite aux communautés locales.

42. Des représentants de haut niveau des groupes de négociation ont fait des déclarations. L'un d'entre eux a souligné que la crise mondiale multidimensionnelle actuelle avait aggravé les inégalités et restreint l'accès au financement, ce qui pénalisait de manière disproportionnée les pays en développement. La CNUCED jouait un rôle central dans le suivi de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, grâce aux services d'analyse et de coopération technique qu'elle fournissait et au dialogue multilatéral qu'elle favorisait selon une approche axée sur le développement. L'orateur a dit qu'il fallait réformer l'architecture financière internationale afin d'assurer un financement équitable, prévisible et inconditionnel, et a mis en garde contre l'apparition de nouvelles formes de protectionnisme sous le couvert de politiques climatiques. La CNUCED devait poursuivre son action, essentielle sur le plan technique et politique, en vue de faire progresser la transformation structurelle et le développement, par une industrialisation durable, la réduction de la pauvreté et l'intégration équitable de tous les pays dans l'économie mondiale.

43. Une autre intervenante a réaffirmé que le multilatéralisme et la tenue d'un dialogue ouvert et constructif étaient plus que jamais nécessaires. Elle a indiqué que le groupe régional qu'elle représentait était fermement résolu à promouvoir le multilatéralisme et un ordre international fondé sur des règles, ayant l'ONU en son centre, et soutenait la CNUCED dans sa mission de jeter des ponts ainsi que le projet de réforme du Secrétaire général de l'ONU.

44. Un autre représentant a dit que le commerce était un puissant vecteur de développement, de réduction de la pauvreté et de prospérité partagée, et qu'il fallait revitaliser le système commercial multilatéral en réformant l'Organisation mondiale du commerce, de sorte qu'elle œuvre dans l'intérêt de tous les pays et avec l'appui de la CNUCED.

45. Le dernier intervenant a affirmé que la CNUCED restait l'une des plus importantes entités du système des Nations Unies dans les domaines du commerce et du développement. Il a souligné l'importance d'un commerce multilatéral équitable, non discriminatoire et ouvert, et espérait que les textes issus de la seizième session de la Conférence contribueraient largement à renforcer le rôle de la CNUCED en tant que plateforme d'analyse spécialisée et d'échange d'opinions fructueux, ainsi qu'à appuyer la mise en œuvre de programmes et d'initiatives spécifiques.

## 2. Tables rondes ministérielles

### *Mise en œuvre de l'Engagement de Séville sur le financement du développement et création d'une plateforme des pays emprunteurs*

46. La Secrétaire générale de la CNUCED a souligné qu'actuellement, de nombreux pays en développement étaient contraints de choisir entre le défaut de paiement de leur dette et le « défaut de développement ». Il était essentiel de réformer l'architecture financière internationale pour assurer la fourniture de liquidités et d'un soutien anticyclique, et pour accroître les financements des banques multilatérales de développement en vue de mobiliser des capitaux privés. Il était indispensable de créer une plateforme des pays emprunteurs, et la CNUCED pouvait apporter une contribution constructive à cette fin, avec l'appui des autres parties prenantes.

47. Les six intervenants ont estimé qu'il était urgent de remédier aux problèmes d'endettement, notamment au coût élevé du service de la dette, et de trouver des solutions concrètes pour l'avenir. L'un d'eux a souligné que, d'un point de vue éthique, la dignité humaine devait être au cœur des discussions sur les solutions visant à préserver le potentiel de développement des pays et la marge d'action budgétaire nécessaire pour investir dans les populations.

48. Les intervenants sont convenus que l'Engagement de Séville, document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement tenue en 2025, marquait une avancée en ce qu'il prévoyait des mesures pragmatiques dans un contexte où la coopération multilatérale était constamment mise à mal. Il importait de poursuivre sur cette lancée en prenant des mesures concrètes mobilisant toutes les parties prenantes. Un intervenant a décrit les activités menées pour donner suite à l'Engagement de Séville, notamment la création du Centre mondial pour les échanges dette-développement et la mise en place d'une plateforme des pays emprunteurs.

49. Tous les intervenants se sont dits favorables à la création de la plateforme des pays emprunteurs. Certains ont souligné que cette plateforme comblerait une lacune majeure de l'architecture financière internationale actuelle. Selon eux, elle permettrait aux pays qui se trouvaient dans des situations analogues d'échanger leurs expériences sur les moyens de surmonter leurs difficultés et de bénéficier d'une assistance technique sur des questions complexes, telles que les échanges dette-développement. D'après un autre intervenant, il fallait que les pays emprunteurs définissent les principaux éléments de cette plateforme pour lui permettre de réaliser tout son potentiel. Plusieurs intervenants étaient favorables à ce que la CNUCED assure le secrétariat de la plateforme.

50. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il importait que les pays en développement coopèrent pour surmonter leurs difficultés communes liées à la dette. Un intervenant a souligné qu'il fallait renforcer l'assistance technique permettant aux pays emprunteurs de comprendre et d'utiliser les outils complexes liés à la dette souveraine, et que la plateforme des pays emprunteurs constituerait une solution clé à cet égard.

51. Certains intervenants ont présenté le point de vue du Nord mondial sur la crise actuelle de la dette dans les pays en développement. Un intervenant a donné des exemples de la manière dont les pays créanciers pouvaient assumer leur part de responsabilité, notamment l'adoption par l'Espagne d'une clause de suspension du service de la dette applicable à ses prêts aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, qui avait doté ces derniers d'une marge d'action budgétaire pour faire face aux chocs extérieurs. Un autre intervenant a dit que la plateforme des pays emprunteurs servirait les intérêts des pays créanciers, car elle renforcerait les capacités de gestion de la dette au bénéfice de toutes les parties concernées. Elle pourrait si besoin permettre de dialoguer avec diverses parties prenantes, dont les créanciers.

52. Plusieurs intervenants ont proposé des mesures concrètes pour renforcer la coopération entre les pays en développement et suivre l'exécution de l'Engagement de Séville, notamment la mise en place d'initiatives de suivi. Ils ont également souligné le rôle déterminant de la CNUCED dans la concrétisation des engagements pris concernant ces initiatives et l'appui à la plateforme des pays emprunteurs.

*La coopération au service d'une économie numérique inclusive et durable*

53. La Secrétaire générale de la CNUCED a appelé l'attention sur la croissance rapide de l'économie numérique et sur son potentiel en matière de développement inclusif. Face à la persistance de nombreuses fractures numériques, il fallait assurer la connectivité, développer les compétences et disposer d'infrastructures numériques adéquates. Une action collective (investissements dans les infrastructures, renforcement des capacités et réforme des politiques) était nécessaire pour résorber ces disparités.

54. La première réunion-débat portait sur les difficultés en matière d'inclusion et de développement durable dans le contexte de la transformation numérique rapide. Plusieurs intervenants ont présenté les stratégies de leurs pays respectifs dans le domaine de la transformation numérique.

55. Un intervenant a souligné la nécessité d'établir des cadres cohérents en matière de cybersécurité, de confidentialité des données et de gouvernance, afin de réduire la fragmentation et les coûts de mise en conformité. Il a insisté sur l'importance d'harmoniser les politiques étrangères, nationales et commerciales et de maintenir le moratoire de l'Organisation mondiale du commerce sur l'imposition de droits de douane applicables aux transmissions électroniques.

56. Un autre intervenant a présenté la stratégie numérique de l'Indonésie pour 2045, qui portait sur les infrastructures, l'investissement, la réglementation, l'inclusion, ainsi que le renforcement des compétences dans les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Ce pays avait collaboré avec la CNUCED dans le cadre d'une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique, qui avait servi à orienter les investissements et les réformes.

57. Une autre intervenante a mis l'accent sur la connectivité universelle, les compétences et les services numériques fiables. Elle a souligné l'importance de partenariats d'égal à égal entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, ainsi que de la participation aux enceintes des Nations Unies.

58. Plusieurs intervenants ont souligné que la transformation numérique ouvrait de nouvelles perspectives, mais que les disparités en matière de connectivité, de compétences, de gouvernance et de risques d'impact environnemental creusaient les inégalités. Les intervenants ont mis en évidence les priorités suivantes : élaborer des cadres de gouvernance des données qui soient interopérables et fiables ; investir dans les infrastructures numériques publiques ; renforcer les compétences numériques des citoyens et des entreprises ; harmoniser les politiques numériques et commerciales, et mesurer leurs incidences aux niveaux national et international, en vue de favoriser une croissance inclusive.

59. La deuxième réunion-débat portait sur les formes de coopération et de soutien mondiaux les plus urgentes pour faire en sorte que la transformation numérique contribue à promouvoir un développement inclusif et durable dans les pays en développement.

60. Un intervenant a expliqué en quoi les plateformes numériques simplifiées et les guichets uniques pour les entreprises pouvaient permettre aux petites et moyennes entreprises d'accéder facilement aux services. Les investissements dans les infrastructures et les technologies émergentes, ainsi que les partenariats avec des organisations internationales, étaient essentiels. Un autre intervenant s'est rallié à ce point de vue, citant notamment le calcul à haute performance, les centres de données et les solutions de connectivité rurale, qui étaient essentiels à l'avènement de l'intelligence artificielle et à une transformation numérique plus large. Fort de l'expérience de son pays, il a souligné que l'appui international était crucial pour faire avancer les politiques en matière de réglementation, de paiements numériques, de fiscalité et de commerce numérique. Une autre intervenante a ajouté que les parcs technologiques jouaient un rôle essentiel. Les partenariats avec des organisations internationales, dont la CNUCED, permettaient d'échanger les meilleures pratiques, d'accélérer le transfert de connaissances et de promouvoir une collaboration favorisant les projets et les investissements dans le domaine de l'économie numérique.

61. Une intervenante a dit que l'appui international était essentiel pour renforcer les capacités des entrepreneurs locaux du numérique, en particulier aux premiers stades de la croissance de leur entreprise. Elle a mis en avant le rôle des donateurs et de l'initiative eTrade for Women de la CNUCED dans l'autonomisation des entrepreneuses du numérique.

62. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il importait de renforcer les cadres réglementaires et directifs pour assurer une transformation numérique inclusive et sans risque. Tous les intervenants ont dit qu'il était essentiel d'établir des normes mondiales communes relatives au commerce numérique, d'encourager la coopération internationale pour permettre à tous les pays de participer à l'économie numérique mondiale et d'aider les entreprises locales, notamment les entreprises dirigées par des femmes, à développer leur activités et à renforcer leur compétitivité à l'échelle mondiale.

*Bâtir des chaînes d'approvisionnement et une logistique commerciale résilientes, durables et inclusives*

63. La Secrétaire générale de la CNUCED a souligné que les pays en développement sans littoral, les PMA et les petits États insulaires en développement subissaient de manière disproportionnée les perturbations des chaînes d'approvisionnement. La promotion de chaînes d'approvisionnement résilientes au service du développement, qui supposait d'opérer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, des systèmes numériques et des réseaux commerciaux résilients et inclusifs, devait être juste et équitable. Il était nécessaire de rendre les ports résilients face aux changements climatiques, de disposer de corridors de transport en transit, d'adopter des mesures de facilitation du commerce, d'investir dans les infrastructures, d'organiser des formations et d'établir des cadres réglementaires favorables. L'intervenante a annoncé que le deuxième Forum de la CNUCED sur les chaînes d'approvisionnement mondiales se tiendrait en Arabie saoudite en 2026.

64. La réunion-débat portait sur les principales difficultés rencontrées, les solutions envisageables et les possibilités, ainsi que sur les actions à mener en priorité pour renforcer la résilience et la durabilité des chaînes d'approvisionnement dans les pays en développement. Un intervenant a souligné que les petits États insulaires en développement étaient vulnérables en raison du risque de perturbation des chaînes d'approvisionnement, des coûts élevés du transport maritime et de leur dépendance à l'égard des importations. Outre l'aide extérieure dont ils bénéficiaient, les pays en développement devaient se doter de leur propre stratégie, fondée sur une vision nationale. La modernisation des infrastructures, la transformation numérique, les réformes douanières, la coopération Sud-Sud et la promotion des investissements étaient essentielles pour transformer les vulnérabilités en atouts potentiels.

65. Un autre intervenant a souligné que le Lesotho, pays en développement sans littoral parmi les moins avancés, faisait face à des difficultés particulières liées à sa situation géographique. Le commerce de transit se caractérisait par des retards, des coûts élevés et une imprévisibilité réglementaire à la frontière. Une action coordonnée entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit était essentielle, de même que la facilitation du commerce, les accords de transit et l'existence d'un corridor d'accès à la mer.

66. Un intervenant a exposé les mesures prises par l'Algérie pour renforcer les transports et la logistique dans le contexte de l'intégration économique continentale et de l'Agenda 2063. L'Algérie développait des liaisons entre ses ports et d'autres pays africains, notamment des pays sans littoral, ainsi qu'avec l'Europe et le golfe Persique. La coopération régionale, le transport multimodal et l'investissement dans les infrastructures étaient essentiels. Un autre intervenant a ajouté que la collaboration entre les parties prenantes, notamment les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, était essentielle à la mise en place de chaînes d'approvisionnement résilientes et durables reposant sur des technologies numériques. Un autre intervenant a souligné que la résilience des services logistiques, l'investissement dans les infrastructures, la transformation numérique, le transport multimodal et la gestion des risques étaient essentiels, de même que la modernisation des infrastructures, la mise en place de plateformes numériques pour le commerce et la logistique, l'accès à des technologies de pointe et la préparation active aux risques.

67. Un intervenant a souligné que, face aux perturbations des activités du canal de Panama imputables aux changements climatiques, le Panama avait pris des mesures ne reposant pas uniquement sur les infrastructures pour renforcer son adaptation aux changements climatiques. La planification à long terme, l'adaptation et l'innovation technologique étaient des conditions indispensables de la résilience des services logistiques, et le renforcement des capacités, la résilience climatique et la gestion durable des ressources étaient essentiels. L'édition 2024 du Forum de la CNUCED sur les chaînes d'approvisionnement mondiales avait permis de mesurer combien l'amélioration de la logistique et du transport maritime et la transformation numérique importaient pour permettre au canal de Panama de rester une artère majeure du commerce mondial.

68. Un autre intervenant a souligné qu'en Angola, l'amélioration de la connectivité et de la logistique constituait une priorité stratégique, notamment pour ce qui était de stimuler le commerce intra-africain. Il importait également d'accélérer le développement des corridors et d'améliorer leur gouvernance. La transformation numérique jouait un rôle déterminant dans l'accélération des procédures, et les efforts en matière de durabilité, y compris le financement durable, étaient également essentiels.

69. Un autre intervenant a dit que l'expérience de l'Inde mettait en évidence la nécessité de disposer de chaînes d'approvisionnement résilientes et autonomes. Le développement des infrastructures était essentiel pour soutenir la logistique et l'industrie locale. Il était important de renforcer les réseaux de transport et de garantir la résilience et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement nationales et internationales. Il convenait de privilégier des partenariats internationaux de confiance, plutôt que de se fonder sur le seul critère du coût. La coopération et la collaboration, ainsi que le partage de solutions numériques, notamment en matière de systèmes de paiement, et l'échange de bonnes pratiques pouvaient contribuer à améliorer l'efficacité et à réduire les coûts.

70. Tous les intervenants ont fait observer que la durabilité, la résilience et la gestion des risques étaient essentielles compte tenu de la fréquence croissante des perturbations des chaînes d'approvisionnement, qui touchaient de manière disproportionnée les pays les plus vulnérables. Les priorités transversales étaient les suivantes : développement des infrastructures ; investissements et modernisation dans les différents modes, réseaux et corridors de transport ; innovation ; transformation numérique ; collaboration ; renforcement des capacités.

#### *Mettre l'intelligence artificielle au service d'un développement inclusif et durable*

71. La Secrétaire générale de la CNUCED a souligné que l'intelligence artificielle constituait un vecteur potentiel de développement, mais que son impact dépendait des choix opérés en matière d'investissement et de gouvernance et des acteurs participant à l'élaboration des règles. Les pays avaient besoin de stratégies globales axées sur l'amélioration des infrastructures, des données et des compétences. La coopération mondiale en matière d'intelligence artificielle et de gouvernance des données favorisait l'établissement des responsabilités et le partage d'installations numériques contribuait à réduire les fractures numériques.

72. La première réunion-débat portait sur les expériences de différents pays en matière d'intelligence artificielle. Un intervenant a expliqué en quoi l'intelligence artificielle contribuerait, directement et indirectement, à définir les trajectoires de développement des pays. Parmi ses effets directs figuraient les applications sectorielles, telles que le recours à l'intelligence artificielle dans les établissements de santé au Brésil. Indirectement, cette dernière stimulait la demande d'infrastructures numériques et d'électricité, dont il importait d'assurer la conformité aux objectifs de durabilité et de protection de l'environnement. On ne pouvait se contenter d'assurer l'accès à Internet : il fallait privilégier une connectivité adaptée aux activités liées à l'intelligence artificielle. En outre, les pays en développement disposaient rarement des cadres de gouvernance nécessaires, en particulier d'une législation adaptée et de mécanismes d'application.

73. Un autre intervenant a souligné que le déploiement de l'intelligence artificielle ne pouvait être un catalyseur du développement que s'il s'accompagnait d'initiatives favorisant l'accès à cette technologie et l'équité. Les pays devraient favoriser l'acquisition de

compétences en intelligence artificielle par la population. L'exploitation de l'intelligence artificielle dans l'agriculture et la mobilisation des ressources pouvait contribuer au développement des PMA, notamment en permettant un recouvrement plus efficace des recettes publiques.

74. Un intervenant a fait observer qu'il fallait renforcer les infrastructures, les institutions et les cadres de gouvernance interopérables, ainsi que les capacités nécessaires à un développement inclusif, pour réaliser le potentiel de l'intelligence artificielle comme vecteur de développement. Un autre intervenant a mis en avant le pouvoir transformateur de l'intelligence artificielle. Les pays en développement ne pouvaient plus compter uniquement sur le faible coût de leur main-d'œuvre pour rester compétitifs et devaient désormais donner la priorité au développement du capital humain et des compétences des travailleurs.

75. La deuxième réunion-débat était axée sur les possibilités et la gouvernance de l'intelligence artificielle. Une intervenante a souligné que l'intelligence artificielle pouvait entraîner des pertes d'emplois, mais également ouvrir des perspectives de croissance et créer de nouveaux emplois. Il était selon elle indispensable de financer les initiatives dans ce domaine et d'assurer une formation à grande échelle. La coopération mondiale et régionale était essentielle pour harmoniser les stratégies des pays en matière d'intelligence artificielle et tirer collectivement parti de cette dernière.

76. Une autre intervenante a souligné qu'il fallait adopter une approche fiable et centrée sur l'être humain pour réaliser le potentiel de l'intelligence artificielle comme moyen de renforcer la gouvernance et l'efficacité dans tous les secteurs. Il était nécessaire de mettre en place des initiatives reposant sur les principes de sécurité et d'éthique dans les domaines de la gestion des données et du développement des compétences. Un autre intervenant a souligné le besoin urgent d'investir dans les infrastructures numériques et le développement des compétences dans les pays en développement. Les principaux avantages de l'intelligence artificielle découlaient de ses applications dans certains secteurs, d'où la nécessité d'assurer le développement des compétences et d'établir des normes internationales visant à réduire les coûts de cette technologie. L'intervenant a encouragé les pays à solliciter l'appui des organismes compétents des Nations Unies et a souligné l'importance des politiques nationales en matière d'intelligence artificielle.

77. Le dernier intervenant a dit qu'il fallait abandonner le modèle traditionnel consommateur-producteur au profit d'un modèle donnant la priorité aux ressources humaines et au capital comme moteurs du développement. En outre, l'éthique devait être considérée comme une condition essentielle pour garantir une répartition équitable des avantages du progrès.

78. De nombreux intervenants ont souligné la capacité de l'intelligence artificielle à favoriser le développement en transformant les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'administration publique. Pour exploiter ce potentiel, il fallait adopter des stratégies nationales axées sur les infrastructures, les données et les compétences. Les intervenants ont également souligné l'importance de la coopération internationale pour promouvoir l'établissement des responsabilités, l'éthique et la confiance, ainsi que le rôle central des initiatives de renforcement des capacités axées sur l'être humain.

#### *Le régionalisme en période d'incertitude*

79. La Secrétaire générale de la CNUCED a souligné l'importance croissante de l'intégration régionale et de la coopération Sud-Sud dans le domaine du commerce pour faire face à l'incertitude qui caractérisait le commerce international. Les mesures commerciales unilatérales de plus en plus fréquentes créaient un climat d'imprévisibilité dont pâtissaient de manière disproportionnée les pays en développement. Le commerce régional, synonyme de proximité et de prévisibilité, offrait une solution concrète pour l'avenir. Contrairement aux blocs régionaux exclusifs, l'approche pragmatique du « régionalisme ouvert » favorisait l'intégration internationale tout en permettant l'inclusion de partenaires extrarégionaux. L'intervenante a réaffirmé que la CNUCED était déterminée à soutenir les efforts d'intégration régionale favorisant le développement durable et une croissance inclusive.

80. La première réunion-débat portait sur l'intérêt croissant du régionalisme ouvert dans un climat commercial mondial de plus en plus instable, ainsi que sur la manière dont l'intégration régionale et les partenariats Sud-Sud pouvaient servir de rempart contre l'incertitude mondiale tout en ouvrant la voie à une participation accrue aux processus multilatéraux. Concernant le régionalisme ouvert comme stratégie face à l'imprévisibilité du commerce, les intervenants sont convenus qu'un renforcement de la coopération régionale pouvait contribuer à atténuer les difficultés liées au commerce mondial et ont fait part de leurs points de vue et de leurs expériences.

81. Un intervenant a mis en avant les avantages du régionalisme ouvert reposant sur un vaste réseau d'accords de libre-échange, qui avait fortement stimulé la compétitivité et l'innovation au Maroc. Un autre intervenant a souligné l'importance du régionalisme ouvert pour les pays en développement sans littoral. La coopération régionale permettait de mettre en place des couloirs commerciaux stratégiques, des partenariats énergétiques, des initiatives numériques et des zones commerciales, ce qui contribuait à instaurer un climat d'investissement plus prévisible. Une autre intervenante a souligné que le régionalisme ouvert était important, car il contribuait à assurer une transition en douceur et à réduire l'imprévisibilité liée au commerce en prévision de la sortie du Cambodge de la catégorie des PMA.

82. Les intervenants ont également abordé les difficultés rencontrées dans l'intégration régionale, notamment en ce qui concernait la promotion d'un développement inclusif et durable. Un intervenant a dit qu'il faudrait réévaluer les règles commerciales, en particulier dans le domaine des services, afin de mieux tenir compte de l'évolution de l'économie mondiale. Un autre intervenant a souligné qu'il importait d'investir dans le capital humain, de promouvoir la transition numérique, de soutenir la transition énergétique et d'améliorer la connectivité des transports. Une autre intervenante a préconisé une libéralisation progressive selon des conditions souples, avec des périodes de transition plus longues. Elle a en outre insisté sur la nécessité de mener des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique.

83. La deuxième réunion-débat portait sur les moyens de faire de l'intégration régionale un pilier du multilatéralisme et de veiller à ce que le régionalisme complète et renforce les efforts multilatéraux et contribue au développement durable.

84. Les intervenants sont convenus que le régionalisme ouvert complétait le système commercial multilatéral et facilitait la participation des pays en développement au commerce mondial. Un intervenant a estimé que la coopération régionale constituait une passerelle vers le multilatéralisme et un moyen de surmonter les contraintes géographiques, telles que l'absence de littoral. Certains intervenants ont souligné que la participation active de leurs pays aux efforts d'intégration régionale renforçait la position de ces derniers dans les négociations menées au sein des enceintes multilatérales, notamment dans le cadre du processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Les intervenants ont également souligné qu'il importait d'élargir la portée des accords commerciaux régionaux, afin de favoriser un développement inclusif et durable. La modératrice a dit que les débats avaient mis en lumière des domaines dans lesquels la CNUCED pouvait concentrer son action en appui aux États membres (assistance technique, analyse des politiques et renforcement des capacités).

#### *Réinventer le commerce : Une voie plus large vers le développement*

85. La Secrétaire générale de la CNUCED a dit que le commerce restait un moteur essentiel du développement, en particulier pour les petites économies vulnérables, et a souligné la pression grandissante liée à l'incertitude des politiques, à la volatilité des droits de douane et à l'imprévisibilité croissante de l'environnement commercial mondial. Toutefois, le système était résilient, comme en témoignait l'essor des services et du commerce Sud-Sud, même si la participation des PMA au commerce mondial demeurait limitée. Il fallait repenser le commerce en engageant des réformes fondées sur des règles communes, prévisibles et équitables. L'intervenante a souligné la nécessité d'appliquer aux pays en développement un traitement spécial et différencié répondant à leurs besoins et a estimé que les nouvelles normes de durabilité et du numérique ne devaient pas faire obstacle au commerce.



86. La première réunion-débat portait sur les principaux obstacles à surmonter pour tirer pleinement parti des avantages d'un monde durable et contribuer à son avènement, ainsi que sur les moyens de renforcer le système commercial international pour soutenir le développement durable.

87. Un intervenant a fait observer que, malgré l'abondance de ses ressources naturelles, la République démocratique du Congo ne progressait guère sur le plan économique, en raison de sa dépendance à l'égard des industries extractives. Ce pays devait diversifier son économie au profit d'autres secteurs, notamment l'agriculture, et réaliser des investissements substantiels dans les infrastructures. Un autre intervenant a souligné qu'il importait d'investir dans le capital humain au Népal, pays en développement sans littoral, afin de développer l'économie locale et le commerce international. L'intégration régionale et la participation au commerce mondial étaient aussi importantes l'une que l'autre pour atteindre les objectifs de développement durable.

88. Une intervenante a réaffirmé que son pays était attaché au multilatéralisme et résolu à œuvrer en faveur de la réforme du système commercial mondial dans le cadre des transitions écologique et numérique. Il fallait appréhender l'ensemble des objectifs de développement durable selon une approche intégrée et mettre sur pied des institutions favorisant l'établissement des responsabilités, l'efficacité et la coopération régionale. Un autre intervenant a dit que son pays devait notamment sa croissance soutenue à son ouverture et à son intégration dans un système commercial fondé sur des règles. Il a souligné la nécessité de réformer l'Organisation mondiale du commerce et de relancer la coopération régionale, et a dit que l'érosion des règles commerciales et l'absence d'encadrement de la concurrence pouvaient nuire à toutes les économies.

89. La deuxième réunion-débat portait sur la manière dont les politiques commerciales nationales pouvaient favoriser le développement et l'inclusivité, sur les possibilités liées au commerce des services et sur la manière dont l'incertitude caractérisant le système commercial mondial influait sur le recours aux politiques commerciales à l'appui du développement.

90. Une intervenante a présenté des mesures que la Jamaïque avait prises pour développer son secteur des services numériques et réduire sa vulnérabilité économique en misant sur le développement des infrastructures, le soutien à l'entrepreneuriat et la modernisation des systèmes logistiques et douaniers. Un autre intervenant a dit que les difficultés auxquelles le système commercial multilatéral se heurtait et les réformes des grandes économies, dictées par leurs propres intérêts, décourageaient l'investissement dans les PMA. Il a ajouté que le Mozambique s'employait à diversifier son économie au profit du tourisme, de l'énergie et des communications et bénéficiait à cette fin de formations et d'une assistance technique de la CNUCED.

91. Une autre intervenante a insisté sur la nécessité d'intégrer la durabilité dans les accords commerciaux pour favoriser l'émergence de chaînes de valeur résilientes reposant sur les technologies. Le partage transparent des données, l'autonomisation des petites et moyennes entreprises et les partenariats public-privé étaient essentiels pour favoriser une croissance inclusive et la création d'emplois. Un autre intervenant a présenté une stratégie adoptée par le Bangladesh, axée sur la libéralisation du commerce, l'amélioration de la logistique et la diversification de l'économie. Il a évoqué les difficultés liées à la sortie de la catégorie des PMA, notamment l'augmentation des coûts de financement, la perte de l'accès préférentiel et le renforcement des obstacles non tarifaires.

92. Une autre intervenante a souligné que la diversification de l'économie kazakhe au-delà du secteur des matières premières restait une priorité, et que le Kazakhstan continuait de subir de fortes contraintes liées au transit en raison de son enclavement. L'adhésion du Kazakhstan à l'Organisation mondiale du commerce lui avait permis d'accroître la prévisibilité du commerce, de gagner en compétitivité, de renforcer ses normes et de faciliter son accès au marché.

93. Les intervenants ont dit que la CNUCED devait orienter les réformes visant à renforcer l'inclusivité, la durabilité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Pour assurer le développement par le commerce, il fallait faire preuve de solidarité, investir dans le capital humain et concilier les règles mondiales et les réalités nationales.

*Priorités stratégiques et nouvelles orientations des politiques d'investissement et des politiques entrepreneuriales*

94. La Secrétaire générale de la CNUCED a dit que l'investissement mondial continuait de reculer, en particulier dans des secteurs essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable. Le commerce mondial et l'économie avaient fait preuve de résilience, mais restaient instables. Il était donc urgent d'orienter les investissements vers les pays qui en avaient le plus besoin. L'intelligence artificielle avait le potentiel d'attirer de nouveaux investissements, mais il restait aux pays à renforcer leurs capacités pour pouvoir tirer pleinement parti des technologies émergentes. Il était nécessaire d'établir des cadres d'action cohérents qui tirent parti des tendances économiques et technologiques actuelles, tout en cherchant à lever les obstacles encore présents et à réduire les inégalités chroniques.

95. Au cours de la première réunion-débat, le thème retenu a été examiné sous l'angle de différents pays. Les intervenants ont mis en évidence des objectifs prioritaires communs, notamment la nécessité de restaurer la confiance et la stabilité, fondements de l'investissement, et ont invité à rendre les politiques plus prévisibles, les réglementations plus claires et la coopération multilatérale plus solide. Se référant au *Rapport sur l'investissement dans le monde*, les intervenants ont souligné que le partage des connaissances et le renforcement des capacités étaient essentiels pour aider les pays en développement à concevoir des cadres d'investissement efficaces. À cet égard, la CNUCED se révélait une partenaire de premier plan, qui fournissait une assistance technique et agissait en dépositaire des meilleures pratiques.

96. Les intervenants sont convenus qu'il importait de faciliter les investissements, notamment par le développement de plateformes numériques, à des fins d'efficience et d'inclusion. Ils ont considéré que les guichets uniques et les plateformes d'enregistrement des entreprises et d'octroi de licences, entre autres outils, étaient essentiels à la promotion de l'entrepreneuriat et à l'accroissement de la compétitivité internationale.

97. Chaque intervenant a rendu compte de l'expérience de son pays. Ainsi, un intervenant a présenté la stratégie de diversification de son pays, axée sur l'innovation, la création d'emplois, l'aide aux petites entreprises nationales et la transformation numérique. Un autre intervenant a dit que son pays adoptait une approche fondée sur l'aide, le commerce et l'investissement. Un autre encore a insisté sur l'importance d'un projet gouvernemental clair, d'un cadre réglementaire favorable, d'un dialogue entre le secteur public et le secteur privé et d'une base factuelle à l'élaboration des politiques. Un autre, enfin, a dit qu'il fallait attirer des investissements de qualité et a souligné l'importance de la promotion et de la facilitation de l'investissement, de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des partenariats public-privé.

98. Les intervenants ont invité la CNUCED à renforcer encore ses activités d'assistance technique, en particulier pour ce qui était de développer les capacités d'investissement et les capacités entrepreneuriales, de soutenir les petites et moyennes entreprises et les entreprises détenues par des femmes, et de favoriser une croissance inclusive et durable fondée sur la confiance, la technologie et la collaboration.

99. Au cours de la deuxième réunion-débat, les intervenants ont parlé de la manière dont leurs pays entendaient accroître les investissements et faire progresser l'entrepreneuriat. Tous les intervenants sont convenus que les investissements ne pouvaient être durables sans une gouvernance crédible et une vision nationale commune, dans laquelle les politiques faisaient de la durabilité un facteur de compétitivité.

100. Plusieurs intervenants ont dit que la durabilité devait être au centre des stratégies nationales de développement, ainsi que des politiques d'investissement et des politiques entrepreneuriales. Ils ont parlé d'aides à l'investissement subordonnées à la création d'emplois, à la création de valeur ajoutée et au développement des compétences, ainsi que de mesures incitatives dans des secteurs clés, notamment ceux qui étaient liés à la transition énergétique et à la transition numérique. Les politiques d'investissement et de promotion de l'entrepreneuriat devraient favoriser l'inclusion et cibler les jeunes et les femmes.

101. Un autre intervenant a souligné que les pays structurellement défavorisés avaient besoin de politiques d'investissement intelligentes qui assoient leur crédibilité et suscitent la confiance des investisseurs. En outre, il importait de faire participer la diaspora au moyen

des outils numériques. Un autre intervenant a fait observer que, pour attirer et retenir les investissements, il était essentiel de poser des bases solides : il fallait que le climat d'affaires soit sain, les institutions transparentes et les services publics efficaces.

102. Les intervenants sont convenus de l'importance de politiques cohérentes, de l'innovation, de la confiance et de la coopération multilatérale lorsqu'il s'agissait de mettre l'investissement et l'entrepreneuriat au service du développement durable. Ils ont insisté sur l'espace de dialogue et d'aide stratégique que la CNUCED n'avait cessé d'être en matière d'investissement pour le développement.

### **III. Questions d'organisation et de procédure et autres questions**

#### **A. Ouverture de la session de la Conférence**

(Point 1 de l'ordre du jour)

103. La cérémonie inaugurale de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a eu lieu le 20 octobre 2025 au Palais des Nations, à Genève. Des déclarations liminaires ont été prononcées par : Mia Mottley, Première Ministre de la Barbade<sup>4</sup> ; Guy Parmelin, Conseiller fédéral de la Suisse ; José Ramos-Horta, Président du Timor-Leste<sup>4</sup> ; Phạm Minh Chính, Premier Ministre du Viet Nam<sup>4</sup> ; Annalena Baerbock, Présidente de la quatre-vingtième session de l'Assemblée générale des Nations Unies<sup>4</sup> ; Tatiana Valovaya, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève ; Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED.

#### **B. Élection du Président/de la Présidente**

(Point 2 de l'ordre du jour)

104. À sa 308<sup>e</sup> séance plénière (séance d'ouverture), le 20 octobre 2025, la Conférence a élu par acclamation à sa présidence Guy Parmelin, Conseiller fédéral de la Suisse, dont le nom avait été proposé par Sandra V. Husbands, Ministre barbadienne de la formation et de l'enseignement supérieur, qui s'exprimait au nom de la Présidente de la quinzième session de la Conférence, tenue en 2021.

#### **C. Création d'organes de session**

(Point 3 de l'ordre du jour)

105. À la même séance, la Conférence a décidé de créer un comité plénier chargé d'examiner la question de fond qui lui avait été renvoyée par la plénière (point 8 de l'ordre du jour) et de lui faire rapport à ce sujet. Il a été rappelé que, conformément à l'article 63 du Règlement intérieur, le Comité plénier pouvait créer les groupes de rédaction jugés nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

#### **D. Élection des Vice-Président(e)s et du Rapporteur/de la Rapporteuse**

(Point 4 de l'ordre du jour)

106. Également à sa 308<sup>e</sup> séance plénière (séance d'ouverture), le 20 octobre 2025, la Conférence a décidé que le Bureau comprendrait 35 membres, dont le Président, les Vice-Président(e)s, le Président du Comité plénier et le Rapporteur de la Conférence. Elle a décidé également que le Bureau devrait être composé de manière à assurer une répartition géographique équitable, c'est-à-dire que sept membres représenteraient l'Afrique, sept l'Asie, sept l'Amérique latine et les Caraïbes, neuf le Groupe B, quatre le groupe D et un la Chine.

<sup>4</sup> Déclaration vidéo.

107. Les représentants ci-après ont été élus :

**Président du Comité plénier :**

Paul Bekkers Pays-Bas (Royaume des)

**Vice-Président(e)s :**

|                           |                   |
|---------------------------|-------------------|
| Hasmik Tolmajian          | Arménie           |
| Galib Israfilov           | Azerbaïdjan       |
| Matthew Anthony Wilson    | Barbade           |
| Philip Foy-Drummond Gough | Brésil            |
| Sofia Boza                | Chili             |
| Deborah Rivas Saavedra    | Cuba              |
| César Sánchez-Icaza       | Équateur          |
| Heidi Schroderus-Fox      | Finlande          |
| Muhammadou M. O. Kah      | Gambie            |
| Zsófia Havasi             | Hongrie           |
| Achsanul Habib            | Indonésie         |
| Kamina Johnson Smith      | Jamaïque          |
| Anil Kumar Sinha          | Népal             |
| Julio Moltó               | Panama            |
| Andrei Rusu               | Roumanie          |
| Ibrahim Khraishi          | État de Palestine |

**Rapporteur :**

Luis Juan Chuquihuara Chil Pérou

108. Conformément à l'usage, la Conférence a décidé que les coordonnateurs des groupes régionaux et les Présidents des organes subsidiaires seraient pleinement associés aux travaux du Bureau.

## **E. Pouvoirs des représentants à la Conférence**

(Point 5 de l'ordre du jour)

### **a) Constitution d'une commission de vérification des pouvoirs**

109. Également à sa séance plénière d'ouverture, et conformément à l'article 14 du Règlement intérieur, la Conférence a constitué une commission de vérification des pouvoirs composée de neuf membres. Conformément à l'usage, la Commission devait être composée des mêmes neuf États que ceux désignés par l'Assemblée générale pour siéger à la Commission de vérification des pouvoirs lors de sa dernière (quatre-vingtième) session. La composition de la Commission était donc la suivante : Andorre, Botswana, Chine, Fédération de Russie, Lesotho, Malaisie, République dominicaine et Trinité-et-Tobago.

### **b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs**

110. À sa 321<sup>e</sup> séance plénière (de clôture), le 12 octobre 2025, la Conférence a approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, publié sous la cote TD/549.

## **F. Adoption de l'ordre du jour**

(Point 6 de l'ordre du jour)

111. À sa séance plénière d'ouverture, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire de sa seizième session, publié sous la cote TD/542 (voir l'annexe I).

## **G. Débat général**

(Point 7 de l'ordre du jour)

112. Au cours du débat général, qui s'est tenu aux 311<sup>e</sup>, 314<sup>e</sup>, 315<sup>e</sup>, 318<sup>e</sup>, 319<sup>e</sup> et 320<sup>e</sup> séances plénières, des déclarations ont été faites par 116 États membres, un bureau des Nations Unies, six organisations intergouvernementales, 10 groupes régionaux, un groupe de pays et quatre organisations non gouvernementales, ou en leur nom. Les déclarations et les enregistrements vidéo archivés du débat général sont disponibles à l'adresse <https://unctad.org/unctad16>.

## **H. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable**

(Point 8 de l'ordre du jour)

### **Comité plénier**

113. Le Comité plénier s'est réuni tout au long de la seizième session de la Conférence afin de poursuivre les négociations au titre du point 8 de l'ordre du jour, dans le cadre de séances plénières formelles et de diverses réunions et consultations informelles, jusqu'à la séance plénière de clôture de la Conférence. Lors de ladite séance de clôture, le 23 octobre 2025, le Président du Comité plénier a déclaré que le Comité était parvenu à un consensus sur le texte négocié et l'avait approuvé à sa dernière séance plénière formelle. Il a donc recommandé que le projet de consensus de Genève soit transmis à la plénière de la Conférence pour adoption formelle.

## **I. Questions diverses**

(Point 9 de l'ordre du jour)

### **a) Réexamen périodique par la Conférence des listes d'États qui figurent dans l'annexe à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale**

114. À sa 321<sup>e</sup> séance plénière (séance de clôture), le 23 octobre 2025, la Conférence a approuvé les listes d'États figurant dans le document TD/B/INF.261 (voir l'annexe V).

### **b) Rapport du Conseil du commerce et du développement à la Conférence**

115. À sa séance plénière de clôture, la Conférence a également pris note du rapport du Conseil du commerce et du développement à la Conférence, qui porte la cote TD/543.

### **c) Incidences financières des décisions de la Conférence**

116. À sa séance plénière de clôture, le 23 octobre 2025, la Secrétaire générale de la CNUCED a souligné que la Conférence s'était déroulée dans le contexte de l'Initiative ONU80 visant à réformer l'Organisation et compte tenu de la proposition de réduire les coûts de 20 %. Elle a confirmé que la CNUCED prenait très au sérieux les engagements figurant dans le document adopté à l'issue de la Conférence et que le secrétariat mobiliserait toutes les ressources disponibles pour les mettre à exécution. Toutefois, compte tenu de la situation actuelle, la CNUCED aurait besoin d'une certaine flexibilité et de temps pour recenser et évaluer les suites à donner à la version finale du document. Une fois que l'Initiative ONU80 serait arrivée à son terme, la Secrétaire générale de la CNUCED prévoyait de présenter, pour examen par les États membres, toute proposition relative aux besoins en ressources dans le cadre du budget-programme pour 2028.

**J. Adoption du rapport de la Conférence à l'Assemblée générale**

(Point 10 de l'ordre du jour)

117. À sa 321<sup>e</sup> séance plénière (séance de clôture), le 23 octobre 2025, la Conférence a adopté son rapport à l'Assemblée générale, étant entendu que celui-ci serait établi dans sa version définitive, sous l'autorité du Rapporteur, compte tenu des travaux de la séance plénière de clôture. Les documents intitulés « Le Consensus de Genève pour un ordre économique juste et durable : Déclaration politique » et « Le Consensus de Genève » (TD/561/Add.1 et TD/561/Add.2, respectivement) sont publiés comme additifs au présent rapport, dont ils font partie intégrante.

**K. Remerciements adressés au Gouvernement et à la population de la Confédération suisse**

118. À sa séance plénière de clôture, la Conférence a adopté par acclamation les remerciements adressés au Gouvernement et à la population de la Confédération suisse, tels qu'ils figurent dans le document TD/544.

**L. Séance plénière de clôture**

119. À la 321<sup>e</sup> séance plénière (séance de clôture) de la seizième session de la Conférence, de nombreuses délégations se sont félicitées des travaux de la Conférence et des textes adoptés à son issue. De nombreuses délégations ont fait des déclarations de position (voir l'annexe II).

120. À la séance plénière de clôture, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU a également annoncé le lancement du Forum de Séville sur la dette, qui constituait l'un des principaux legs de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement.

## Annexe I

### **Ordre du jour de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**

1. Ouverture de la session de la Conférence.
2. Élection du Président/de la Présidente.
3. Création d'organes de session.
4. Élection des Vice-Président(e)s et du Rapporteur/de la Rapporteuse.
5. Pouvoirs des représentants à la Conférence :
  - a) Constitution d'une commission de vérification des pouvoirs ;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
6. Adoption de l'ordre du jour.
7. Débat général.
8. Décider de l'avenir : Opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable.
9. Questions diverses :
  - a) Réexamen périodique par la Conférence des listes d'États qui figurent dans l'annexe à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale ;
  - b) Rapport du Conseil du commerce et du développement à la Conférence ;
  - c) Incidences financières des décisions de la Conférence.
10. Adoption du rapport de la Conférence à l'Assemblée générale.

## Annexe II

### Déclarations de position

Les déclarations figurant dans la présente annexe sont reproduites, à la demande des États membres concernés, dans l'ordre où elles ont été faites à la séance plénière de clôture de la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le 23 octobre 2025. Toutes les déclarations sont des reproductions non éditées, présentées dans la langue dans laquelle elles ont été reçues ou transmises.

[Anglais/Espagnol/Russe uniquement]

#### A. Colombie<sup>5</sup>

##### Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas en Ginebra

I-DCHONU-334-25

La Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas y otros Organismos Internacionales en Ginebra presenta sus atentos saludos a la Honorable Secretaría General de la ONU Comercio y Desarrollo (UNCTAD) con ocasión de referirse a la adopción del documento final de la Decimosexta Reunión de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD 16).

Sobre el particular, esta Misión desea comunicar las consideraciones sobre la última cláusula del párrafo 45 BIS (d) a saber: “(...) and noting their interest and commitment to develop a dedicated work programme on LLDCs under the UNFCCC”.

Colombia reconoce Los desafíos particulares de desarrollo y comercio que enfrentan Los Países en Desarrollo sin Litoral (LLDCs, por sus siglas en inglés), especialmente en lo relacionado con la logística, el acceso a los mercados y la conectividad digital. Sin embargo, en el marco de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) y del Acuerdo de París, los criterios para el otorgamiento de apoyo y cooperación diferenciada se basan en la vulnerabilidad frente a los efectos adversos del cambio climático, y no en condiciones geográficas o comerciales. La clasificación de los LLDCs, si bien es relevante en el contexto del desarrollo y el comercio internacional, no constituye un criterio de vulnerabilidad climática conforme a La Convención.

De igual forma, Colombia considera que la propuesta de incluir los LLDCs entre los grupos de especial vulnerabilidad al cambio climático es un asunto altamente sensible. Las referencias a categorías específicas de países en desarrollo —como Los Países Menos Adelantados (LDCs) y Los Pequeños Estados Insulares en Desarrollo (SIDS)—fueron el resultado de complejos compromisos políticos alcanzados tras largos años de negociación. Introducir nuevas categorías o ampliar las ya existentes podría sentar un precedente problemático, reabriendo debates delicados que hasta ahora se han mantenido cuidadosamente equilibrados en el marco de la Convención y el Acuerdo de París.

Colombia estima que la creación de nuevas subcategorías dentro del grupo de países en desarrollo puede fragmentar la unidad del Sur Global y debilitar los esfuerzos colectivos. La vulnerabilidad frente al cambio climático debe abordarse desde un enfoque de solidaridad, cooperación e inclusión, reconociendo la diversidad de realidades nacionales sin establecer jerarquías o divisiones artificiales entre países que comparten desafíos estructurales comunes.

Colombia, como país en desarrollo que contribuye mínimamente a las emisiones globales, enfrenta impactos desproporcionados del cambio climático. Subrayamos que el camino más constructivo no consiste en ampliar listas de grupos, sino en fortalecer los mecanismos de cooperación y apoyo internacional de manera inclusiva y equitativa. Este enfoque permitirá que todos los países en desarrollo refuercen su resiliencia, implementen

<sup>5</sup> Submitted on 24 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 45 bis (d) renumbered as para. 80.73.



compromisos ambiciosos y alcancen un desarrollo sostenible en consonancia con los objetivos de la Convención y del Acuerdo de París.

Asimismo, Colombia recuerda que la creación de nuevos órganos o programas de trabajo conlleva implicaciones financieras y operativas significativas, en un contexto de recursos limitados dentro del sistema multilateral. Por ello, considera esencial priorizar el uso eficiente de los mecanismos ya existentes antes de establecer nuevas estructuras institucionales.

Por último, esta misión agradece a la Secretaría General de la UNCTAD que quede registro en el acta de las sesiones de la UNCTAD 16 la reserva hecha por Colombia, así como sus consideraciones al respecto.

La Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas y otros Organismos Internacionales en Ginebra se vale de la ocasión para reiterar a la Honorable Secretaría General de la ONU Comercio y Desarrollo (UNCTAD) las seguridades de su más alta y distinguida consideración.

Ginebra, 24 de octubre de 2025

## **B. Japan<sup>6</sup>**

Thank you, Mr. President. While Japan also joined the conference, Japan would like to reserve a position on the new text 42 (a) bis. I'm sorry, 42 bis (a). In particular, the reference to "and in accordance with applicable international agreements" for the reason that the proposal came very late. It is impossible for us to consult with capital. This paragraph is without prejudice to Japan's position [in] other international bodies, including in the UN. I will submit this in writing. So, I would request the secretariat to record my position.

Thank you.

## **C. Venezuela (Bolivarian Republic of), Group of Friends in Defence of the Charter of the United Nations<sup>7</sup>**

Gracias, Presidente. Venezuela toma la palabra en nombre del Grupo de Amigos en Defensa de la Carta de las Naciones Unidas.

El Grupo de Amigos en Defensa de la Carta de la ONU reunido en ocasión del 16º período de sesiones de la Conferencia de la UNCTAS reafirma su firme compromiso con los principios y propósitos de la Carta de la ONU y con un orden internacional basado en el respeto al derecho internacional y el multilateralismo.

Subrayamos el papel fundamental de la UNCTAD como el foro principal de la ONU para el tratamiento integrado del comercio y el desarrollo y reconocemos su contribución esencial como plataforma para que los países en desarrollo articulen sus inquietudes y promuevan sus intereses.

Expresamos nuestra profunda preocupación por la creciente aplicación de medidas coercitivas unilaterales que constituyen una violación flagrante del derecho internacional y de la Carta de las Naciones Unidas.

El Grupo de Amigos en Defensa de la Carta de la Carta acoge el texto convenido en el entendimiento de que, si bien no se incorpora un párrafo operativo específico sobre las medidas coercitivas unilaterales, existe un compromiso de esta Conferencia para que el diálogo entre los Estados miembros sobre este tema siga su curso.

Confiamos en que la Conferencia seguirá asumiendo un papel cada vez más significativo sobre la materia.

<sup>6</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 42 bis (a) renumbered as para. 80.41.

<sup>7</sup> As delivered on 23 October 2025.

Solicitamos, señor Presidente, que esta interpretación sobre lo acordado respecto a las medidas coercitivas unilaterales quede formalmente reflejada en el registro oficial de las sesiones.

Muchas gracias, Presidente.

#### **D. Argentina<sup>8</sup>**

Gracias, señor Presidente.

La Argentina agradece los esfuerzos de los facilitadores y la secretaría por el trabajo constructivo a lo largo de todo el proceso de negociación.

Sin embargo, y como ya lo expresáramos, nos hemos disociado de los documentos finales de la Conferencia por considerar que no reflejan de manera equilibrada las prioridades y preocupaciones de nuestro país relacionadas con la necesidad de avanzar hacia una modernización efectiva del comercio internacional y de evitar nuevas distorsiones o medidas restrictivas que erosionen el crecimiento económico.

Asimismo, la Argentina no comparte las referencias específicas al cambio climático a la Agenda 2030 y sus objetivos de desarrollo sostenible que constituyen objetivos de carácter aspiracional y no compromisos jurídicamente vinculantes.

Asimismo, no comparte el contratamiento que el texto otorga a los conflictos regionales y el enfoque respecto de las sanciones unilaterales.

Por último, Argentina considera como una oportunidad perdida que el documento adoptado exceda el mandato de la UNTAD, desviándose de su propósito técnico y de su enfoque en el comercio y el desarrollo.

Gracias, señor Presidente.

#### **E. Cuba<sup>9</sup>**

Gracias, Presidente.

La delegación cubana quisiera agradecer a la presidencia, a los facilitadores, la secretaría y a las delegaciones los sinceros e intensos esfuerzos realizados para lograr una exitosa Conferencia.

La delegación cubana ha participado de manera activa y constructiva en este proceso.

Hemos contribuido con las mesas redondas, compartiendo nuestras experiencias en las consultas sobre el documento final.

Hemos aportado nuestras propuestas tomando en cuenta, al mismo tiempo, las de otras delegaciones.

El documento final que ha sido acordado está muy lejos de ser perfecto.

Tiene insuficiencias y limitaciones, pero consideramos que el balance final es positivo.

La UNCTAD cuenta con un documento de consenso que guiará el trabajo de la organización en los próximos años.

En lo que se refiere a la cuestión de las medidas coercitivas unilaterales, la delegación cubana ha aceptado el lenguaje en el entendido de que, aun cuando no se incluyó un párrafo operativo sobre el tema, estamos hasta un proceso en curso en el contexto del cual continuará el diálogo sobre la importante cuestión de las medidas coercitivas unilaterales entre los Estados miembros.

---

<sup>8</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>9</sup> As delivered on 23 October 2025.

Esperamos que, como resultado de este diálogo, la UNCTAD pueda desempeñar un papel cada vez más relevante en esta materia.

Solicitamos, señor Presidente, que nuestro entendido sobre el acuerdo alcanzado respecto a las medidas coercitivas unilaterales quede debidamente registrado en las actas de esta Conferencia.

Muchas gracias.

## **F. Iran (Islamic Republic of)<sup>10</sup>**

### **Islamic Republic of Iran**

**Statement by H.E. Mr. Ali BAHREINI, Ambassador and Permanent Representative of the Islamic Republic of Iran to the UN offices and other international Organizations in Geneva**

**Reservation – UNCTAD 16**

Geneva, Thursday 23 October 2025

Mr. President,  
Madam Secretary-General,  
Excellencies,  
Distinguished Delegates,

At the outset, I wish to express our sincere appreciation to you, Mr. Bolinger, as President of the meeting and Mr. Paul Bekker, Chair of the Prep com for their able leadership. We also extend our gratitude to the Friends of the Chairs for their tireless efforts and constructive engagement throughout this process.

Our delegation further wishes to thank the people and the Government of Switzerland for their warm hospitality and for graciously hosting this important Conference, as well as for all the efforts made to facilitate the work of UNCTAD 16. We also wish to acknowledge the professionalism and dedication of the UNCTAD Secretariat, and to express our appreciation to the Group of 77 and China, along with other coordinators, for their valuable contributions during the negotiations.

Mr. President,

While joining the consensus on the outcome document, the delegation of the Islamic Republic of Iran wishes to place the following points on record:

On Commitments:

The Islamic Republic of Iran reiterates that it has no commitment to any instruments or agreements or others referred to in the outcome document of UNCTAD 16 to which it is not a party, including the Paris Agreement. Our support for the consensus is extended solely in the spirit of cooperation and should not, under any circumstances, be interpreted as acceptance of obligations arising from such instruments. Furthermore, wherever the outcome documents make reference to “Agenda 2030” it is meant as per to our viewpoints the 2030 Agenda for Sustainable Development-as adopted by the United Nations General Assembly.

On Substantive Issues – Unilateral Coercive Measures (UCMs):

We deeply regret that the important issue of Unilateral Coercive Measures — which was duly reflected in the preambular section of the previous two UNCTAD Conferences — has not received the attention it rightfully deserves in this Conference. The Islamic Republic of Iran had expected UNCTAD 16 to establish a clear mandate enabling the organization to examine the implications of such measures through the lens of trade and development, which lies squarely within UNCTAD’s mandate.

<sup>10</sup> Submitted on 24 October 2025.

It is evident that UNCTAD remains the only international politico-economic platform within the United Nations system equipped to address this issue comprehensively. The omission of this matter represents a missed opportunity to foster a balanced and development-oriented dialogue.

Moreover, during the past two years, whenever requests were made within UNCTAD to undertake independent research and analysis on this issue, some groupings argued that there was no operative mandate in the outcome document to do so. Yet now, when countries—particularly those directly affected by such measures—have requested that mandate to be explicitly included in the operative paragraphs of the outcome document, the proposal has been rejected by the other side. This selective approach undermines both the credibility and the impartiality of our collective work and raises serious questions regarding the consistency of our deliberative processes.

We therefore express our strong dissatisfaction in this regard.

Mr. President,

UNCTAD must continuously revisit its vision and adapt to the rapidly evolving global challenges that shape trade and development. We hope that future deliberations will embrace a more inclusive, transparent, and forward-looking approach, fully aligned with UNCTAD's founding principles and long-standing mandate.

In this connection, the delegation of the Islamic Republic of Iran requests the UNCTAD Secretariat to place this statement on official record and to incorporate it in the report and other relevant documents of the Conference as part of its official proceedings.

Finally, we wish all delegations every success in their continued efforts to promote a fairer, more inclusive, and equitable global economic order.

Thank you.

## **G. Israel<sup>11</sup>**

Thank you, Chair.

The State of Israel disassociates itself from the reference related to the Palestinian cluster at UNCTAD.

## **H. Canada<sup>12</sup>**

Thank you very much.

While Canada joined consensus of this outcome document, we have an outstanding concern and wish to reserve our position on paragraph 42 bis (a), which is unclear in its intent. Canada's positions at UNCTAD are without prejudice in our positions on technology transfer in other fora at the UN and elsewhere, and Canada continues to stress the need for technology transfer to take place on voluntary, mutually agreed terms.

We request that our statement be reflected in the records.

Thank you.

---

<sup>11</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>12</sup> As delivered on 23 October 2025.

## I. Paraguay<sup>13</sup>

### Ministerio de Relaciones Exteriores, Paraguay

MP-ONUG/MP/N° 104/2025

La **Misión Permanente del Paraguay ante la Oficina de las Naciones Unidas y Organismos Especializados con sede en Ginebra**, saluda muy atentamente a la **Misión Permanente del Peru ante la ONU y Otros Organismos Internacionales con sede en Ginebra**, en su calidad de Coordinador del Grupo G77 y China, con ocasión de hacer referencia a la intervención hecha en nombre del grupo en ocasión del debate general de la Conferencia UNCTAD XVI, celebrada del 20 al 23 de octubre del corriente.

Al respecto, esta Misión Permanente comunica su disociación del párrafo 14, ya que dicho párrafo contiene elementos que difieren de las posiciones de política exterior del Paraguay en los foros internacionales pertinentes.

La **Misión Permanente del Paraguay ante la Oficina de las Naciones Unidas y Organismos Especializados con sede en Ginebra**, hace propicia la ocasión para renovar a la **Misión Permanente del Peru ante la ONU y Otros Organismos Internacionales con sede en Ginebra**, las seguridades de su distinguida consideración.

Ginebra, 24 de octubre de 2025

### Ministerio de Relaciones Exteriores, Paraguay

VMREI/DGPE/DOEM/N.0 1134/2025

Asunción, 14 de noviembre de 2025

Señora Secretaria General:

Tengo el honor de dirigirme a Vuestra Excelencia con ocasión de referirme al «Consenso de Ginebra», adoptado en el marco del Decimosexto período de sesiones de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo (XVI UNCTAD).

Al respecto, la República del Paraguay, como país en desarrollo, valora la adopción de dicho documento, destacando el rol de la UNCTAD como organismo articulador del sistema de Naciones Unidas en el tratamiento de la intersección entre el comercio y el desarrollo.

Ante un panorama global cada vez más desafiante, para el Paraguay se torna esencial el fortalecimiento del multilateralismo y la promoción del entendimiento mutuo entre los países. Por ende, como miembro del «Grupo G77 y China», mi país ha participado de las negociaciones de manera constructiva y ha ejercido la máxima flexibilidad en aras de contribuir a la aprobación del instrumento.

El consenso logrado evidencia el compromiso del Paraguay con la unidad y la acción conjunta que conlleva la participación en el sistema multilateral, mas no implica la aquiescencia implícita de la totalidad de los temas incluidos.

Como fuera manifestado el 23 de octubre de 2025, ratificamos nuestra disociación de los párrafos 80.68 y 80.69 relativos a la cuestión palestina, y del párrafo 60 sobre medidas unilaterales coercitivas, por contener elementos que difieren de los lineamientos de política exterior del Paraguay de aquellos expresados en los foros competentes.

Además, me permito hacer las siguientes acotaciones sobre elementos incluidos en el documento que ameritan una manifestación de la posición del Paraguay:

- a. Con relación al párrafo 18 sobre el acceso a los mercados, el Paraguay entiende que no es sobre la capacidad de los países en desarrollo de administrar las

<sup>13</sup> Submitted on 24 October 2025 and on 14 November 2025. See TD/561/Add.2; para. 14 renumbered as para. 5.

medidas arancelarias y no arancelarias, sino su afectación por las mismas y su capacidad de retaliación, a lo que el párrafo se intenta referir.

- b. Respecto al párrafo 80.53 que hace referencia al cambio climático, ratificamos que los recursos a ser utilizados deben ser generados de conformidad con las obligaciones de los Estados en el ámbito de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC) y su Acuerdo de París. Los principios de responsabilidades comunes pero diferenciadas y las capacidades respectivas, a la luz de las diferentes circunstancias nacionales y el de la justicia climática, constituyen principios irrenunciables que subyacen a los compromisos asumidos por los países en desarrollo y los desarrollados.

Hago propicia la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Embajador **Rubén Ramíríz Lezcano**  
Ministro

A Su Excelencia  
Señora **Rebecca Grynspar**  
Secretaria General  
Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo  
Ginebra, Confederación Suiza

## J. India<sup>14</sup>

Mr. President,  
Madam Secretary-General,  
Excellencies,  
Distinguished Delegates,

Let me first take this opportunity to thank you, the Chair, to the Chair of the Prepcom Ambassador, our very own G77 Coordinator Ambassador of Peru, all the friends of the Chair for their tireless work during the negotiations. I also take this opportunity to thank all experts and negotiators who have brought us to the conclusion of UNCTAD XVI.

I take the floor to explain India's position on the overall ministerial text, the Geneva Consensus and the approach towards this important quadrennial event. Let me share three simple ideas for UNCTAD XVI. Thoughts that weave together where we have been and where we are headed.

First, idea is about belief. Amidst gruelling trade negotiations, our Commerce and Industry Minister pauses everything to join us in Geneva. That stopover was India's quiet affirmation of faith in UNCTAD's important role. Excellencies and distinguished delegates, we have all felt the heat of the issues, eroding confidence in rules-based trade, non-market distortions, supply chain chokepoints, pressure to change special and differential treatment, unilateral green barriers, technological gaps that pull nations apart. Developing countries bear the brunt, undermining the development of trade, but as our minister put it, it is time for a reset, a new deal. Let's make sure our outcome document in the next four years reflect that, balanced progress, not agendas favouring one side over another.

Second, we are the fastest growing major economy, over 7 per cent GDP growth over the last three years. We have lifted millions from poverty, built self-reliance through self-reliant India and are willing to share our expertise in digital public infrastructure empowering almost 1.5 billion with the rest of the world. Our 1,700 global capability centres, international solar alliance, coalition for disaster resilient infrastructure, biofuels pack and services driving 55 per cent of GDP show change at scale. Half our energy comes from renewables. We are

<sup>14</sup> As delivered on 23 October 2025.

on track for 500 gigawatt by 2030. As we fulfil our Paris commitments, we reject burden-sharing. India's development journey is a template for growth. We invite developed and developing worlds alike to join, to work together, to foster mobility and mutually beneficial and balanced partnerships.

Third, we should face the future with purpose. UNCTAD's mission should be to advance trade as a development tool, sparking innovation in a shifting landscape. We are committed to global South cooperation. This has to be turned into a concrete action agenda that can provide genuine and long-lasting solutions in several areas from minerals, fertilizers and logistics to digital payments. Let us bridge divides pursuing development for all with trust and effort, viewing the world as one family.

These ideas remind us that challenges are opportunities for us to seize. Let's build that future together as India stands as a trusted partner for the world.

Thank you.

## **К. Russian Federation<sup>15</sup>**

Уважаемый господин Председатель,  
уважаемая госпожа Генеральный секретарь,  
Ваше Превосходительство,  
уважаемые делегаты,

я сделаю два заявления в национальном качестве.

Первое заявление в рамках реализации права на ответ, второе заявление интерпретирующее.

Заявление в рамках права на ответ

В своих выступлениях многие участники Конференции отмечали важность восстановления доверия в рамках многосторонней системы, призывали к совместному решению глобальных проблем, созданию равных условий для инклюзивного экономического развития.

Россия полностью разделяет эти благородные цели и готова конструктивно сотрудничать со всеми партнёрами для их достижения.

При этом не можем оставить без реакции политически ангажированные антироссийские высказывания отдельных национальных делегатов. Решительно отвергаем прозвучавшие обвинения.

К дисбалансу в мировой торговой системе, нарушению цепочек поставок, к ограничению свободного движения жизненно важной для многих развивающихся и наименее развитых стран энергетической и продовольственной продукции приводят в первую очередь различные ограничения и односторонние принудительные меры.

Россия неизменно выступает за равноправное, взаимоуважительное сотрудничество в интересах развития на основе Устава ООН и принципов многосторонности.

ЮНКТАД должен оставаться платформой для профессионального и деполитизированного обсуждения вопросов мировой торговли, инвестиций и устойчивого развития.

Интерпретирующее заявление

Россия приветствует результативное завершение министерской Конференции.

По итогам принят документ, выработка которого потребовала значительных усилий и поиска сложных компромиссов.

<sup>15</sup> As delivered on 23 October 2025.

Текст, возможно, не является идеальным во всех аспектах, однако он представляет собой приемлемый и сбалансированный результат, отражающий интересы широкого круга участников.

Итоговый документ Конференции отражает общий настрой на укрепление взаимопонимания и поиск согласованных решений в интересах устойчивого и инклюзивного развития.

Конференция вновь подтвердила, что даже по самым сложным и чувствительным вопросам государства могут находить решения и идти вперёд по пути диалога и сотрудничества.

Российская Федерация считает важным, чтобы ЮНКТАД продолжала и впредь уделять внимание изучению воздействия односторонних принудительных мер на торговлю и развитие. Эта работа имеет большое значение для укрепления глобальной устойчивости и достижения целей устойчивого развития.

Благодарю вас.

## **L. Republic of Korea<sup>16</sup>**

Thank you very much, Chair.

Korea also wishes to reserve our position on paragraph 42 bis (a). We are unable to obtain instructions from capital due to the late hour and last-minute insertion. In particular, the intent and effect of “and in accordance with applicable international agreements” in the paragraph is unclear. 42 bis (a) is without prejudice to Korea’s position that transfer should be voluntary and on mutually agreed terms.

Thank you.

## **M. Holy See<sup>17</sup>**

### **Explanation of Position of the Holy See on the Outcome Document of the 16th Ministerial Conference of the United Nations Trade and Development (UNCTAD)**

Geneva, 23 October 2025

Mr. President, Madam Secretary General,

The Holy See would like to congratulate you, Mr. President, as well as the Chair of the Committee of the Whole and the entire membership of the United Nations Trade and Development for the successful conclusion and consensual adoption of the outcome document.

The Holy See reaffirms its support for UNCTAD’s mandate and its work around its three pillars to foster a global economy that truly serves the integral development of every person and of the whole person, who is both the agent and the beneficiary of progress.

In such perspective, economic and trade policies must never lose sight of the God-given human dignity and the common good. The outcome documents of this Ministerial Conference are to be read in such perspective of a development centered on the human person. Hence, my Delegation appreciates the recognition that eradicating poverty and hunger remains the foremost global priority. Similarly, we take positive note of the inclusion of language that acknowledges migration as a contributor to sustainable development. We likewise attach particular importance to the recognition of the needs of countries in special situations. Their structural vulnerabilities and exposure to external shocks call for renewed global solidarity.

<sup>16</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 42 bis (a) renumbered as para. 80.41.

<sup>17</sup> Submitted on 23 October 2025.



On financing for development, the Holy See emphasizes that debt sustainability and development finance remain moral imperatives. In this regard, we recognize the efforts to recreate the balance achieved in the Sevilla Commitment.

Mr. President,

The Holy See reiterates its position regarding the term “gender”. The Holy See underlines that any reference to “gender” and related terms contained in the negotiated outcome document that has been adopted by this Ministerial Conference (TD(XVI)) or that will be used within or adopted by the intergovernmental machinery of UNCTAD is to be understood as grounded in the biological sexual identity that is male or female.

In conclusion, the Holy See welcomes this outcome document as a testament to the value of effective multilateralism. It reflects the shared conviction that global challenges can only be met through cooperation rooted in solidarity and the pursuit of the common good. As we move forward, it is essential that this human-centered vision remains at the heart of our collective efforts.

I ask this statement to be included in the official record of this meeting.

Thank you, Mr. President.

## **N. Azerbaijan<sup>18</sup>**

Thank you, Mr. President.

Azerbaijan wishes to convey its position regarding the new 26 bis alt. (2) paragraph under the environment, climate change and development cluster of the outcome document.

Azerbaijan, as the President of COP 29, reaffirms its unwavering commitment to upholding the integrity of the outcomes and milestone achievements of COP 29, which were reached through extensive inclusive and good faith negotiations among all parties under the authority of the United Nations Framework Convention on Climate Change. These decisions represent a delicate balance, a shared understanding that must not be reopened or weakened. We are deeply concerned by attempts to reopen or dilute the agreed language, which would undermine both the substantive results of COP 29 and the spirit of multilateral consensus that guided our deliberations in Baku.

Azerbaijan, therefore, cannot support any formulations that weaken the decisions duly adopted by the parties.

We recall that the United Nations General Assembly Resolution 79/206 adopted by consensus last December welcomed the successful convening of COP 29 and looked forward to the full and urgent implementation of the decisions. This consensus reflects the confidence of the international community in the results achieved in Baku.

Excellencies, the new collective quantified goal on climate finance is a cornerstone of the global climate architecture and one of the most significant milestones of COP 29. It represents renewed global commitment to provide predictable, adequate and accessible finance resources to developing countries to enable them to implement their climate actions effectively. The NCQG is not merely a financial target. It is a cornerstone for trust, ambition and balanced progress under the Paris Agreement.

For this reason, Azerbaijan believes the NCQG should be welcomed with due recognition and political support, as it embodies the spirit of shared responsibility and equity that lies at the heart of the UNFCCC process.

We emphasize that the inclusion of climate and environmental paragraphs in the document that doesn't welcome the COP 29 decision is inconsistent with our national position and mandate as the COP 29 presidency.

<sup>18</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 26 bis alt. (2) renumbered as para. 46.

Accordingly, Azerbaijan places a reservation on all paragraphs of relevant clusters and requests that its reservation be duly reflected in the official report of the conference.

Thank you.

## O. Australia<sup>19</sup>

Thank you, Mr. President.

While Australia has joined consensus on the outcome document, Australia would like to reserve our position on the new text in 42 bis (a) introduced this evening, specifically the reference to “and in accordance with applicable agreements”.

Given the late hour, we regretfully have not had the opportunity to obtain instructions on this new text proposal. Australia has a long-standing position in international fora that technology transfer should be voluntary and on mutually agreed terms. This paragraph is without prejudice to Australia’s position on technology transfer in other international bodies, including in the UN.

We request that our statement be included in the records.

Thank you, Mr. President.

## P. Hungary<sup>20</sup>

### **Permanent Mission of Hungary to the United Nations Office, the World Trade Organization and other International Organizations in Geneva**

No. 130/2025/HUMIS/GVA

Geneva, 27 October 2025

The Permanent Mission of Hungary to the United Nations Office, the World Trade Organization and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the United Nations Conference on Trade and Development and has the honour to communicate the following position of Hungary regarding the Geneva Consensus adopted on the Closing Plenary of the Sixteenth Session of the United Nations Conference on Trade and Development held on 23 October 2025.

Hungary welcomes the successful conference and underlines its support to the important work of the United Nations Conference on Trade and Development, acknowledging the vital role international trade plays in the economic development of countries, especially in this challenging period.

However, Hungary wishes to disassociate itself from the paragraph 2 septies, and the second paragraph of paragraph 46 alt. of the Geneva Consensus. Firstly, Hungary maintains its position on migration, expressed in the Note Verbal No. 188/2021/HUMIS/GVA, submitted as national statement to the Report of the United Nations Conference on Trade and Development on its fifteenth session, TD/541. Hungary does not support any form of migration, since in the view of Hungary, migration does not have any developmental effects. Furthermore, as a principled position, Hungary does not agree to politicising the work of international organisations. The extension of the mandate regarding Palestine is especially untimely in the current situation, when the ending of the Gaza war and the resolution of the Israeli–Palestinian conflict have gained a new and very positive momentum. Hungary highlighted these positions at the earliest stages of the negotiation process and engaged in discussions in a constructive manner in order to reach consensus. Therefore, the parts of the Geneva Consensus that do not correspond to and states otherwise than the positions above, are not applicable to Hungary.

<sup>19</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 42 bis (a) renumbered as para. 80.41.

<sup>20</sup> Submitted on 27 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 2 septies renumbered as para. 66, and second para. of para. 46 alt renumbered as para. 80.69.

The Permanent Mission of Hungary to the United Nations Office, the World Trade Organization and other International Organizations in Geneva expresses its wish that the position of Hungary is duly reflected in the Report of the Conference.

The Permanent Mission of Hungary to the United Nations Office, the World Trade Organization and other International Organizations in Geneva expresses its wish that the position of Hungary is duly reflected in the Report of the Conference.

The Permanent Mission of Hungary to the United Nations Office, the World Trade Organization and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to renew to the Permanent Mission of Switzerland to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva the assurances of its highest consideration.

**Correspondence Unit**  
**Conference Servicing and Logistics Section**  
**Intergovernmental Support Service**  
**United Nations Conference on Trade and Development**  
**GENEVA**

## **Q. Viet Nam<sup>21</sup>**

Madam Secretary-General,  
 Mr. President of the Trade and Development Board,  
 Excellencies,  
 Distinguished Delegates,

On behalf of the delegation of Viet Nam, I would like to extend my heartfelt congratulations on the successful conclusion of the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development, XVI. The adoption of the Geneva Consensus milestone for the international community is not only the outcome of tireless and constructive negotiations but also a testament of the enduring spirit of dialogue, compromise and solidarity amongst all member States. We commend the outstanding leadership of Madam Secretary-General, Rebeca Grynspan, whose vision and guidance have been instrumental in steering this process to a successful conclusion. We also highly appreciate His Excellency, Mr. Paul Bekkers, President of the Trade and Development Board, for his skilful coordination, as well as His Excellency Ambassador Luis Juan Chuquihuara, Chair of Peru, Chair of the Group of 77 and China, for his dedication and inclusive approach throughout the negotiations.

Viet Nam deeply values the active engagement and contribution of all member States, the intensity and length of our discussion over the past weeks have shown more than anything the strong commitment that countries attach to UNCTAD's roles in shaping global trade and development. The Consensus reached today is not just an agreement on words. It is a reaffirmation of our shared belief in multilateralism and our united resolve to make UNCTAD stronger, more relevant and more effective in advancing sustainable and inclusive development for all. As we celebrate this success, Viet Nam reiterates its firm support for UNCTAD's mission and stands ready to work closely with our partners to translate the spirit of Geneva Consensus into tangible actions for the benefit of people and planet.

Thank you.

## **R. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland<sup>22</sup>**

Thank you, Chair.

The UK thanks you, the host Switzerland, the coordinators of the regional groups and all those involved in the organization of the Conference for their tireless efforts this week and in advance. The UK welcomes a consensus document. However, while the UK has joined the consensus of this outcome document, we have an outstanding concern and we wish to reserve

<sup>21</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>22</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 42 bis (a) renumbered as para. 80.41.

our position on paragraph 42 bis (a), in particular the language, “and in accordance with applicable international agreements”.

This is primarily based on procedural grounds where new language has been proposed too late in the day for formal consultation with our system. It is unclear whether the text suggests new approaches to technology transfer that could set precedence inconsistent with established international frameworks. The UK’s positions at UNCTAD are without prejudice to our positions on technology transfer and other fora at the UN or elsewhere. The UK stresses the need for technology transfer to take place on voluntary, mutually agreed terms.

We request that our statement be reflected in the records.

Thank you.

## S. State of Palestine<sup>23</sup>

Thank you, Mr. President. Merci beaucoup, thank you, Switzerland, for hosting this UNCTAD XVI and its outcome, the Geneva Consensus.

Excellencies, dear colleagues, good evening.

Palestine thanks UNCTAD for their works through the three pillars, helping and assisting Palestine to understand the impact of the occupation on development in Palestine and the cost of the Israeli occupation.

Dear all, remember what happened last two years in the Gaza Strip enclave and the far-right regime, war and military operations, restrictions of movement and de-development policies and practices against Palestinians and the illegal Israeli settlements in the Occupied Palestinian Territory, Gaza Strip and West Bank, including East Jerusalem. This assessment will help us to plan an effective economic recovery not only helping the State of Palestine Government, but also the international community and the donors and partners understanding and adopting policies on how to rebuild the devastated Palestinian economic sector.

Mr. President, we do believe that the international community should require Israel to be the primary cost of financing the rebuilding of Gaza Strip economic sector, including roads, businesses, factories, farms and hundreds of thousands of other economic structures it intentionally and wantonly damaged and destroyed during this aggression. We think that international donors to Gaza Strip socioeconomic sectors reconstruction and rehabilitation should ensure that Israel contributes more than any other State. Israel has come to rely on the international community to bear the cost of its devastating assaults on Palestinians in the Occupied Palestinian Territory, Gaza Strip and West Bank, including East Jerusalem. Israel should assume its responsibility to bear the primary cost of financing the rebuilding of Gaza Strip, including all the infrastructure. International donors to Gaza Strip must hold Israel accountable. We request a neutral action from the international community, starting immediate assessment on the Israeli military operation in the Occupied Palestinian Territory, Gaza Strip and West Bank, including East Jerusalem, that led to unprecedented loss of life, displacement and widespread destruction of vital socioeconomic infrastructure of many people.

To conclude, Mr. President, humanity has failed. We don’t believe any more in the slogan “leaving no one behind”. But we assure you that it will resist, we will resist, to live on our homeland, the land of Jesus of Nazareth, our beautiful Palestine.

I thank you.

<sup>23</sup> As delivered on 23 October 2025.

## T. Germany<sup>24</sup>

Thank you, Mr. President.

Germany is very satisfied that we could collectively reach consensus on the outcome document of UNCTAD XVI. However, we would like to regretfully reserve our position on paragraph 42 bis (a). We have a long-standing position in international fora that technology transfer should be voluntary and on mutually agreed terms. This paragraph is without prejudice to Germany's position on technology transfer and other international bodies including in the UN.

Thank you.

## U. Brazil<sup>25</sup>

Thank you, Chair. UNCTAD has the potential to further enhance international economic governance to better reflect the needs of the global South and accelerate the implementation of the SDGs. It is a human-driven institution for its work and relevance derives primarily from a body of qualified and independent staff committed to the cause of development. All is well that ends well. We believe there is reason to celebrate the fruit of our collective efforts under the guidance of the Swiss Presidency, of the Secretary-General and of the Chair of the TDB.

Overall, we find the outcome document adopted today to be a significant achievement reflecting a middle ground for members. Through it we support UNCTAD as an institution. We honour its legacy and provide a solid basis for its future. We therefore welcome the Geneva Consensus, and we are hopeful for UNCTAD's future in the cycle of four years. This organization is uniquely positioned to help developing countries navigate the turbulent circumstances of our time. Trade and development are more important than ever.

Brazil is honoured to be able to count on UNCTAD as we have done so recently in the G20, in the BRICS and as we move towards COP 13 in Berlin where we hope to meet again.

Thank you.

## V. Gambia<sup>26</sup>

Excellencies, distinguished delegates, esteemed colleagues and friends,

On behalf of the friends of the Chair of the digital economy pillar, I extend our deepest appreciation to all UNCTAD member States for your tremendous goodwill, dedication and tireless efforts in facilitating engagements and successful negotiations.

On the onset, the Gambia wishes to express our delight to join the Consensus without reservations. Your hard work under the exemplary leadership of our Secretary-General, Secretary-General Rebeca Grynspan, our Chair, Excellency Paul Bekkers and our Conference President, Excellency Erwin Bollinger has culminated in the remarkable achievement of consensus on the digital economy outcome document. We also convey heartfelt gratitude from our honourable Minister of Trade, Baboucarr Joof, to the UNCTAD Secretary-General and the entire UNCTAD leadership for steering this Conference to the historic Geneva Consensus.

This consensus on digital economy is a testament to our shared commitment to meaningfully closing the digital divide, advancing digital transformation and establishing robust digital public infrastructure with essential safeguards. It underscores the critical importance of data and AI governance as well as the significant importance and requirements for a meaningful technology and knowledge transfers to enhance efficiencies, foster value

<sup>24</sup> As delivered on 23 October 2025. See TD/561/Add.2; para. 42 bis (a) renumbered as para. 80.41.

<sup>25</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>26</sup> As delivered on 23 October 2025.

chain creation and strengthen productive capacities for development, for economic growth and indeed for prosperity. These efforts are especially vital for least developed countries, developing island States, Africa and the global South broadly where digital inclusion and equity can unlock transformative opportunities.

We call upon all our partners and friends to rededicate and commit to mutually beneficial and meaningful partnerships and collaborations across digital data and AI as well as emerging technologies and importantly the significance of technology and knowledge transfers. These can only lead to win-win for our partners and friends. Such cooperation, Excellencies, is essential to ensuring equitable access and shared prosperity in an increasingly digital world.

In conclusion, Mr. President, let us carry forward this spirit of unity and ambition, inspired by the Geneva Consensus at UNCTAD XVI ministerial to drive development, prosperity and multilateralism. Together we pledge to continue this journey towards a digitally inclusive and sustainable future that, yes, that leaves no one behind, and I thank you on behalf of the Gambia.

Thank you so much.

## **W. Bangladesh<sup>27</sup>**

Mr. President,  
Madam Secretary-General,  
Excellencies,  
ladies and gentlemen,

I do not want to test your patience at this hour, but I feel it is imperative for us to recognize and celebrate our collective efforts.

Mr. President, in this challenging time when multilateralism is often questioned, our collective commitment is tested and shared responsibilities are under scrutiny. We have demonstrated today our renewed solidarity and partnership reflected in the adoption of the Geneva Consensus. We have proven that multilateralism remains the best way forward to address the challenges that the world is witnessing today.

Dialogue and mutual trust are the means to identify common ground and to find the best solution that serves all and we all deserve it. I would like to extend our appreciation to the Chair of the Committee of Whole, friends of the Chair, the regional coordinators and all the delegates who were involved in these negotiations. We look forward to UNCTAD carrying out the mandates we have just entrusted it with.

Thank you.

## **X. Finland<sup>28</sup>**

Thank you, Chair.

I'm making this statement on behalf of my Ambassador, who had the privilege to serve as one of the Friends of the Chair on the clusters of climate and environment and inclusivity.

I want to thank Secretary-General Grynspan and Chair of the Committee of the Whole, Ambassador Bekkers, for their leadership throughout the journey. I also thank my colleagues, the other friends of the Chair and perhaps most of all, the group coordinators for their nearly superhuman-like work during the past months.

---

<sup>27</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>28</sup> As delivered on 23 October 2025.

During our journey, which started early this year, it became very clear that our main goal will be to defend our global multilateral system. And this is exactly what we have succeeded today by adopting by consensus the Geneva Consensus. The negotiations were long and tough, but all the groups showed great flexibility to come to this point. I thank us all for that.

Thank you, Chair.

## **Y. Honduras<sup>29</sup>**

Thank you, Mr. President,  
Madam Secretary-General,  
Excellencies,

On behalf of the Government of the Republic of Honduras, we wish to express our sincere appreciation to the Government of Switzerland, to the secretariat, to the President of the Committee of the Whole, to the coordination of the Group of 77 and China, and to all the delegates who have been able to reach a consensus on the document, which represents a road map for the next four years.

This Conference has affirmed the importance of the UNCTAD as a forum for dialogue and cooperation aimed at addressing the persistent asymmetries in the global economy and the multilateralism. Honduras will continue to uphold UNCTAD's founding principles, promoting and developing models centring on people and on economic, social and climate justice.

Thank you very much.

## **Z. Belarus<sup>30</sup>**

### **MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DU BELARUS AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES ET DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE**

No. 02-08/756

The Permanent Mission of the Republic of Belarus to the United Nations Office and other International Organisations in Geneva presents its compliments to the Secretariat of the United Nations Conference on Trade and Development and has the honour to communicate the following position of Belarus regarding the Outcome document and the Political declaration of the 16<sup>th</sup> session of the UNCTAD (Geneva, 20–23 October 2025).

Belarus supports the important work of the UNCTAD in promoting trade and development and remains committed to the successful implementation of the UNCTAD-16 Outcome document “The Geneva Consensus. Shaping the future: Driving economic transformation for equitable, inclusive and sustainable development”.

However, Belarus dissociated itself from the Political declaration of UNCTAD-16, considering this document as an attempt to create the illusion of inclusiveness in the negotiation process, and cannot accept the exclusion from the Outcome document of a cluster reflecting the issue of unilateral coercive measures and their impact on international trade and development.

Belarus will continue to insist that unilateral economic, financial and trade coercive measures and their consequences for international trade and development should be the focus of UNCTAD's monitoring and analysis.

<sup>29</sup> As delivered on 23 October 2025.

<sup>30</sup> Submitted on 6 November 2025.

The Permanent Mission of Belarus reiterates its request that the enclosed position of Belarus be duly reflected in the report on the sixteenth session of the UNCTAD.

The Permanent Mission of Belarus avails itself of this opportunity to renew to the UNCTAD Secretariat the assurances of its highest consideration.

Geneva, 6 November 2025

**Secretariat of the United Nations  
Conference on Trade and Development  
Geneva**



## Annex III

### List of events

#### Conference events

UNCTAD XVI: Opening plenary meeting (20 October)

Leaders dialogue: High-level event (20 October)

Committee of the Whole: Opening plenary, private sessions, closing plenary (20–23 October)

General debate (20–23 October)

Reimagining trade: A broader path to development. Ministerial round table (20 October)

Implementing the Sevilla Commitment on financing for development and establishing a borrowers' platform. Ministerial round table (20 October)

Harnessing artificial intelligence for inclusive and sustainable development. Ministerial round table (21 October)

Making the digital economy inclusive and sustainable through cooperation. Ministerial round table (21 October)

Strategic priorities and emerging directions for investment and entrepreneurship policy. Ministerial round table (21 October)

Regionalism in a time of uncertainty. Ministerial round table (21 October)

Towards resilient, sustainable and inclusive supply chains and trade logistics. Ministerial round table (22 October)

Plenary meeting with the Secretary-General of the United Nations. High-level event (22 October)

UNCTAD XVI: Closing plenary meeting (23 October)

#### Other events

##### *Parallel events*

ASYCUDA: New technology to foster efficient, secure and sustainable trade (20 October)

Safe products for all consumers (20 October)

Multilateral and national development banks: Boosting affordable financing (21 October)

Bridging the credit rating and market information gaps (21 October)

Reshaping progress: Moving beyond GDP for inclusive and sustainable transformation (21 October)

Climate-resilient development: Finance, structural transformation and cooperation (21 October)

Expanding productive capacities to enhance developing countries' financial sustainability (21 October)

Investment facilitation: Progress, prospects and policy options (21 October)

Business leaders dialogue: Investing in the future (22 October)

Igniting entrepreneurial potential: UNCTAD Empretec in the age of transformation (22 October)

Future-ready ports: Energy and digital transition strategies (22 October)

Inclusive trade and the creative economy (22 October)

Inclusive trade in a changing landscape: Making trade policy work for women (22 October)

Changemakers for sustainable trade: Advancing circular and biodiversity-based economies (22 October)

Trade-related regulations for economic integration and sustainable development (23 October)

*Forums*

Digital for Development Forum (21 October)

Global Commodities Forum (22 October)

Global Services Forum (23 October)

Youth Forum (23 October)

South–South Cooperation Forum (23 October)

## Annex IV

### Attendance\*

1. The following members of the United Nations Conference on Trade and Development were represented at the session:

|                                       |                                  |
|---------------------------------------|----------------------------------|
| Albania                               | Egypt                            |
| Algeria                               | El Salvador                      |
| Andorra                               | Estonia                          |
| Angola                                | Ethiopia                         |
| Antigua and Barbuda                   | Fiji                             |
| Argentina                             | Finland                          |
| Armenia                               | France                           |
| Australia                             | Gabon                            |
| Austria                               | Gambia                           |
| Azerbaijan                            | Georgia                          |
| Bahamas                               | Germany                          |
| Bahrain                               | Ghana                            |
| Bangladesh                            | Greece                           |
| Barbados                              | Guatemala                        |
| Belarus                               | Guinea                           |
| Belgium                               | Guyana                           |
| Benin                                 | Haiti                            |
| Bhutan                                | Holy See                         |
| Bolivia (Plurinational State of)      | Honduras                         |
| Botswana                              | Hungary                          |
| Brazil                                | Iceland                          |
| Brunei Darussalam                     | India                            |
| Bulgaria                              | Indonesia                        |
| Burkina Faso                          | Iran (Islamic Republic of)       |
| Burundi                               | Iraq                             |
| Cabo Verde                            | Ireland                          |
| Cambodia                              | Israel                           |
| Cameroon                              | Italy                            |
| Canada                                | Jamaica                          |
| Chad                                  | Japan                            |
| Chile                                 | Jordan                           |
| China                                 | Kazakhstan                       |
| Colombia                              | Kenya                            |
| Comoros                               | Kiribati                         |
| Congo                                 | Kuwait                           |
| Costa Rica                            | Kyrgyzstan                       |
| Côte d'Ivoire                         | Lao People's Democratic Republic |
| Croatia                               | Latvia                           |
| Cuba                                  | Lebanon                          |
| Cyprus                                | Lesotho                          |
| Czechia                               | Libya                            |
| Democratic People's Republic of Korea | Lithuania                        |
| Democratic Republic of the Congo      | Luxembourg                       |
| Denmark                               | Madagascar                       |
| Djibouti                              | Malawi                           |
| Dominican Republic                    | Malaysia                         |
| Ecuador                               | Maldives                         |
|                                       | Mali                             |

\* This attendance list contains registered participants. For the list of participants, see TD(XVI)/INF.2.

|                                  |                                                         |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Malta                            | Singapore                                               |
| Mauritania                       | Slovakia                                                |
| Mauritius                        | Slovenia                                                |
| Mexico                           | Solomon Islands                                         |
| Micronesia (Federated States of) | Somalia                                                 |
| Mongolia                         | South Africa                                            |
| Montenegro                       | South Sudan                                             |
| Morocco                          | Spain                                                   |
| Mozambique                       | Sri Lanka                                               |
| Namibia                          | State of Palestine                                      |
| Nauru                            | Sudan                                                   |
| Nepal                            | Suriname                                                |
| Netherlands (Kingdom of the)     | Sweden                                                  |
| New Zealand                      | Switzerland                                             |
| Nicaragua                        | Syrian Arab Republic                                    |
| Niger                            | Tajikistan                                              |
| Nigeria                          | Thailand                                                |
| North Macedonia                  | Timor-Leste                                             |
| Norway                           | Togo                                                    |
| Oman                             | Trinidad and Tobago                                     |
| Pakistan                         | Tunisia                                                 |
| Panama                           | Turkmenistan                                            |
| Paraguay                         | Türkiye                                                 |
| Peru                             | Uganda                                                  |
| Philippines                      | Ukraine                                                 |
| Poland                           | United Arab Emirates                                    |
| Portugal                         | United Kingdom of Great Britain and<br>Northern Ireland |
| Qatar                            | United Republic of Tanzania                             |
| Republic of Korea                | Uruguay                                                 |
| Republic of Moldova              | Uzbekistan                                              |
| Romania                          | Vanuatu                                                 |
| Russian Federation               | Venezuela (Bolivarian Republic of)                      |
| Rwanda                           | Viet Nam                                                |
| Samoa                            | Yemen                                                   |
| Sao Tome and Principe            | Zambia                                                  |
| Saudi Arabia                     | Zimbabwe                                                |
| Senegal                          |                                                         |
| Sierra Leone                     |                                                         |

2. The following intergovernmental organizations were represented at the Conference:

African Union  
 Arab Bank for Economic Development in Africa  
 Arab Labour Organization  
 Caribbean Community  
 Common Fund for Commodities  
 Commonwealth Secretariat  
 Economic Community of West African States  
 Eurasian Economic Commission  
 European Union  
 Inter-American Development Bank  
 International Cotton Advisory Committee  
 League of Arab States  
 Organisation for Economic Co-operation and Development  
 Organisation internationale de la Francophonie  
 Organization of African, Caribbean and Pacific States  
 Organization of Eastern Caribbean States  
 Organization of Islamic Cooperation  
 Pacific Islands Forum Secretariat

South Centre  
Southern African Customs Union

3. The following United Nations organs, bodies and programmes were represented at the session:

Department of Economic and Social Affairs  
Department of Political Affairs  
Economic Commission for Europe  
Economic Commission for Latin America and the Caribbean  
Economic and Social Commission for Asia and the Pacific  
Human Rights Council  
International Finance Corporation  
International Trade Centre  
Office for Digital and Emerging Technologies  
Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights  
Statistics  
Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States  
Joint United Nations Programme on HIV/AIDS  
United Nations Population Fund  
United Nations International Computing Centre  
United Nations Institute for Disarmament Research  
United Nations Institute for Training and Research  
United Nations Office at Geneva  
United Nations Office for Project Services  
United Nations Research Institute for Social Development  
United Nations University  
World Food Programme  
World Trade Organization

4. The following specialized agencies and related organizations were represented at the session:

Food and Agriculture Organization of the United Nations  
International Fund for Agricultural Development  
International Labour Organization  
International Telecommunication Union  
United Nations Industrial Development Organization  
Universal Postal Union  
World Bank Group  
World Health Organization  
World Intellectual Property Organization  
World Tourism Organization

5. The following non-governmental organizations were represented at the session:

*General category*

African Forum and Network on Debt and Development  
Action humaine pour le développement integre au Sénégal  
Arab–Swiss Chamber of Commerce and Industry  
Centre Europe–Tiers Monde  
Consumer Unity and Trust Society International  
Consumers International  
European Network on Debt and Development  
International Alliance of Women  
International Chamber of Commerce  
International Council of Women  
International Institute for Sustainable Development  
International Organization for Standardization  
International Road Transport Union

Organisation Camerounaise de Promotion de la Coopération Économique  
 Internationale  
 Public Services International  
 Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire  
 Society for International Development  
 Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute Uganda  
 Third World Network  
 Village Suisse ONG  
 World Association for Small and Medium Enterprises  
 World Federation of United Nations Associations

*Special category*

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development  
 Datasphere Initiative Foundation  
 International Association of Ports and Harbours  
 International Federation of Freight Forwarders Associations  
 International Ocean Institute  
 International Union for Conservation of Nature and Natural Resources  
 Women's International Shipping and Trading Association

*Accredited to the Conference*

Action pour le Respect et la Protection de l'Environnement  
 Agence Internationale pour le Développement  
 Arab European Center of Human Rights and International Law  
 Entrepreneurship Development and Support Initiative  
 Global Network of Export-Import Banks and Development Finance Institutions  
 Global Policy Forum Europe  
 Holly Heart United  
 Horizon d'échange et de lutte contre la pauvreté en Afrique  
 Universal Versatile Society  
 Vie et Sante du Centre

*Parliamentarians*

Inter-Parliamentary Union  
 Parliamentary Assembly of the Mediterranean

## Annex V

### **Lists of States contained in the annex to General Assembly resolution 1995 (XIX)\*\***

#### **List A**

|                                       |                                  |                             |
|---------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| Afghanistan                           | Guinea-Bissau                    | Palau                       |
| Algeria                               | India                            | Papua New Guinea            |
| Angola                                | Indonesia                        | Philippines                 |
| Bahrain                               | Iran (Islamic Republic of)       | Qatar                       |
| Bangladesh                            | Iraq                             | Rwanda                      |
| Benin                                 | Israel                           | Samoa                       |
| Bhutan                                | Jordan                           | Sao Tome and Principe       |
| Botswana                              | Kenya                            | Saudi Arabia                |
| Brunei Darussalam                     | Kuwait                           | Senegal                     |
| Burkina Faso                          | Lao People's Democratic Republic | Seychelles                  |
| Burundi                               | Lebanon                          | Sierra Leone                |
| Cambodia                              | Lesotho                          | Singapore                   |
| Cameroon                              | Liberia                          | Solomon Islands             |
| Cabo Verde                            | Libya                            | Somalia                     |
| Central African Republic              | Madagascar                       | South Africa                |
| Chad                                  | Malawi                           | Sri Lanka                   |
| China                                 | Malaysia                         | Sudan                       |
| Comoros                               | Maldives                         | Syrian Arab Republic        |
| Congo                                 | Mali                             | Thailand                    |
| Côte d'Ivoire                         | Marshall Islands                 | Timor-Leste                 |
| Democratic People's Republic of Korea | Mauritania                       | Togo                        |
| Democratic Republic of the Congo      | Mauritius                        | Tonga                       |
| Djibouti                              | Micronesia (Federated States of) | Tunisia                     |
| Egypt                                 | Mongolia                         | Turkmenistan                |
| Equatorial Guinea                     | Morocco                          | Uganda                      |
| Eritrea                               | Mozambique                       | United Arab Emirates        |
| Eswatini                              | Myanmar                          | United Republic of Tanzania |
| Ethiopia                              | Namibia                          | Vanuatu                     |
| Fiji                                  | Nepal                            | Viet Nam                    |
| Gabon                                 | Niger                            | Yemen                       |
| Gambia                                | Nigeria                          | Zambia                      |
| Ghana                                 | Oman                             | Zimbabwe                    |
| Guinea                                | Pakistan                         |                             |

(98)

\*\* As constituted as of September 2025 and contained in document TD/B/INF.261.

**List B**

|           |                              |                          |
|-----------|------------------------------|--------------------------|
| Andorra   | Iceland                      | Republic of Korea        |
| Australia | Ireland                      | San Marino               |
| Austria   | Italy                        | Spain                    |
| Belgium   | Japan                        | Sweden                   |
| Canada    | Liechtenstein                | Switzerland              |
| Cyprus    | Luxembourg                   | Türkiye                  |
| Denmark   | Malta                        | United Kingdom of Great  |
| Finland   | Monaco                       | Britain and Northern     |
| France    | Netherlands (Kingdom of the) | Ireland                  |
| Germany   | New Zealand                  | United States of America |
| Greece    | Norway                       |                          |
| Holy See  | Portugal                     |                          |

(32)

**List C**

|                        |                    |                       |
|------------------------|--------------------|-----------------------|
| Antigua and Barbuda    | Dominica           | Panama                |
| Argentina              | Dominican Republic | Paraguay              |
| Bahamas                | Ecuador            | Peru                  |
| Barbados               | El Salvador        | Saint Kitts and Nevis |
| Belize                 | Grenada            | Saint Lucia           |
| Bolivia (Plurinational | Guatemala          | Saint Vincent and the |
| State of)              | Guyana             | Grenadines            |
| Brazil                 | Haiti              | Suriname              |
| Chile                  | Honduras           | Trinidad and Tobago   |
| Colombia               | Jamaica            | Uruguay               |
| Costa Rica             | Mexico             | Venezuela (Bolivarian |
| Cuba                   | Nicaragua          | Republic of)          |

(33)

**List D**

|                        |                     |            |
|------------------------|---------------------|------------|
| Albania                | Kazakhstan          | Slovakia   |
| Armenia                | Kyrgyzstan          | Slovenia   |
| Azerbaijan             | Latvia              | Ukraine    |
| Belarus                | Lithuania           | Uzbekistan |
| Bosnia and Herzegovina | Montenegro          |            |
| Bulgaria               | North Macedonia     |            |
| Croatia                | Poland              |            |
| Czechia                | Republic of Moldova |            |
| Estonia                | Romania             |            |
| Georgia                | Russian Federation  |            |
| Hungary                | Serbia              |            |

(26)



## Annex VI

### List of documents\*\*\*

|        |                                                                                                                                                                                  |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| TD/542 | Provisional agenda and annotations<br>Note by the UNCTAD secretariat                                                                                                             |
| TD/543 | Report of the Trade and Development Board to the Conference<br>Note by the UNCTAD secretariat                                                                                    |
| TD/544 | Expression of Gratitude to the Government and People of the Swiss Confederation                                                                                                  |
| TD/545 | Ministerial Declaration of the group of landlocked developing countries to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                       |
| TD/546 | Declaration of the small island developing States Ministerial Meeting to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                         |
| TD/547 | Ministerial declaration of the least developed countries to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                                      |
| TD/548 | Ministerial Declaration of the Group of 77 And China to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                                          |
| TD/549 | Report of the Credentials Committee                                                                                                                                              |
| TD/550 | Statement of civil society to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                                                                    |
| TD/551 | Declaration of the fifth meeting of the Youth Forum to the sixteenth session of the United Nations Conference on Trade and Development                                           |
| TD/552 | Leaders dialogue<br>High-level event<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                                                                                               |
| TD/553 | Implementing the Sevilla Commitment on financing for development and establishing a borrowers' platform<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat |
| TD/554 | Making the digital economy inclusive and sustainable through cooperation<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                                |
| TD/555 | Towards resilient, sustainable and inclusive supply chains and trade logistics<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                          |
| TD/556 | Harnessing artificial intelligence for inclusive and sustainable development<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                            |
| TD/557 | Regionalism in a time of uncertainty<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                                                                    |

\*\*\* The documents listed are available on the Conference website (<https://unctad.org/unctad16>).

|               |                                                                                                                                                                  |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| TD/558        | Reimagining trade: A broader path to development<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                                        |
| TD/559        | Strategic priorities and emerging directions for investment and entrepreneurship policy<br>Ministerial round table<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat |
| TD/560        | Plenary meeting with the Secretary-General of the United Nations<br>High-level event<br>Summary prepared by the UNCTAD secretariat                               |
| TD/INF.71     | ASYCUDA: New technology to foster efficient, secure and sustainable trade                                                                                        |
| TD/INF.72     | Safe products for all consumers                                                                                                                                  |
| TD/INF.73     | Multilateral and national development banks: Boosting affordable financing                                                                                       |
| TD/INF.74     | Expanding productive capacities to enhance developing countries' financial sustainability                                                                        |
| TD/INF.75     | Bridging the credit rating and market information gaps                                                                                                           |
| TD/INF.76     | Investment facilitation: Progress, prospects and policy options                                                                                                  |
| TD/INF.77     | Reshaping progress: Moving beyond GDP for inclusive and sustainable transformation                                                                               |
| TD/INF.78     | Climate-resilient development: finance, structural transformation and cooperation                                                                                |
| TD/INF.79     | Igniting entrepreneurial potential: UNCTAD Empretec in the age of transformation                                                                                 |
| TD/INF.80     | Inclusive trade and the creative economy                                                                                                                         |
| TD/INF.81     | Future ready ports: Energy and digital transition strategies                                                                                                     |
| TD/INF.82     | Inclusive trade in a changing global landscape: Making trade policy work for women                                                                               |
| TD/INF.83     | Business leaders dialogue: Investing in the future                                                                                                               |
| TD/INF.84     | Changemakers for sustainable trade: Advancing circular and biodiversity-based economies                                                                          |
| TD/INF.85     | Trade-related regulations for economic integration and sustainable development                                                                                   |
| TD/INF.86     | Digital for Development Forum                                                                                                                                    |
| TD/INF.87     | Global Commodities Forum                                                                                                                                         |
| TD/INF.88     | Global Services Forum                                                                                                                                            |
| TD/INF.89     | South–South Cooperation Forum                                                                                                                                    |
| TD/INF.90     | Youth Forum                                                                                                                                                      |
| TD(XVI)/INF.2 | List of participants                                                                                                                                             |